

5

INTERFACE ENVIRONNEMENT – ÉCONOMIE*

Thèmes principaux

- Tendances économiques et pressions environnementales
- Efficacité énergétique
- Subventions énergétiques
- Aide de l'UE à la politique environnementale de la Hongrie
- Planification nationale de l'environnement
- Harmonisation avec la législation de l'UE
- Mise en œuvre et exécution des réglementations
- Redevances écologiques et redevances sur produits

* Le présent chapitre passe en revue les progrès réalisés au cours des dix dernières années, et en particulier depuis le précédent Examen par l'OCDE des performances environnementales de la Hongrie, établi en 2000. Il examine aussi les progrès dans la réalisation des objectifs de la Stratégie de l'environnement de l'OCDE de 2001. Il tient compte des dernières études économiques de la Hongrie et du dernier examen de la situation énergétique du pays par l'AIE.

Recommandations

Les recommandations ci-après font partie des conclusions et recommandations générales de l'Examen des performances environnementales de la Hongrie :

- continuer d'améliorer *l'intensité de pollution, énergétique et d'utilisation des ressources* de l'économie hongroise; promouvoir des modes de production et de consommation durables ;
- s'efforcer d'éliminer les *subventions dommageables pour l'environnement* (par exemple, les avantages extrasalariaux liés à l'utilisation des voitures de société) ;
- élaborer des mécanismes institutionnels pour examiner et réviser régulièrement et systématiquement les *instruments économiques* (par exemple, taxes, redevances, systèmes d'échange) dans l'optique de réformes fiscales vertes et d'une écologisation du budget, en tenant compte des aspects touchant à la compétitivité, à la redistribution et à l'emploi; s'assurer que les exonérations sont pleinement justifiées et accordées uniquement dans les conditions prévues, afin d'éviter de nuire à leur effet incitatif;
- veiller à une bonne *capacité d'absorption des fonds européens*; renforcer les compétences techniques et économiques de l'administration pour qu'elle procède à des EIE et à des analyses coûts-bénéfices, à des EES et à l'intégration des aspects environnementaux lors de la détermination des projets prioritaires parmi ceux soumis en vue d'un financement par l'UE, en accordant une attention particulière aux projets autres qu'environnementaux ;
- continuer d'améliorer la *coordination administrative* aux niveaux national et infranational, ainsi que l'intégration des préoccupations d'environnement dans les politiques sectorielles ;
- élaborer des mécanismes pour suivre et évaluer les progrès réalisés par rapport aux objectifs de la *Stratégie nationale de développement durable*, notamment des indicateurs pertinents et une participation accrue du public;
- évaluer la mise en œuvre du deuxième *Programme national pour l'environnement*; accélérer la préparation du troisième (en prévoyant notamment des objectifs, des échéances et des moyens) et assurer sa mise en œuvre ;
- veiller à ce que l'administration et les inspections de l'environnement soient dotées *d'un financement et d'un personnel suffisants*, leur offrant des capacités nécessaires pour assurer leurs missions de gestion et de contrôle de l'application de façon efficace par rapport au coût ;
- continuer d'élargir le recours aux *instruments économiques* et évaluer régulièrement leur efficacité, assurant ainsi une application plus large des principes pollueur payeur et utilisateur payeur, en prenant en considération les aspects sociaux et ceux touchant à la compétitivité; étendre davantage la tarification au coût réel de la gestion des déchets ;
- accentuer l'utilisation *d'informations et d'analyses économiques* dans le cadre des politiques et projets environnementaux (analyses coûts-bénéfices, par exemple).

Conclusions

Intégration des préoccupations environnementales dans les décisions économiques

Durant la période examinée, la Hongrie a progressé sur la voie du *découplage* entre croissance économique et pressions environnementales exercées par les rejets de certains polluants classiques (SO_x, NO_x, par exemple), les émissions de CO₂, les prélèvements d'eau et la production de déchets municipaux. Des avancées sont intervenues dans *l'intégration des préoccupations environnementales* dans la politique énergétique et la politique des transports au niveau stratégique, bien que la communication entre le ministère de l'Économie et des Transports et celui de l'Environnement et des Eaux n'ait pas toujours été pleinement satisfaisante. Pour appuyer cette intégration, l'évaluation environnementale stratégique (EES) a été instaurée et appliquée avec succès dans les stratégies sectorielles (mais pas dans la politique des transports). L'application des *principes pollueur payeur et utilisateur payeur* s'est trouvée renforcée par l'élimination des subventions « environnementales » accordées au secteur privé, et par les progrès réalisés vers la tarification des services au coût complet pour l'eau, les déchets et l'énergie. Le produit des taxes liées à l'environnement est resté globalement stable à environ 2.5 % du PIB, ce qui est dans la moyenne de l'UE. On observe un recours accru aux *instruments économiques*, dont témoignent l'instauration progressive d'une redevance sur la charge de pollution de l'environnement, l'élargissement du système de redevances sur les produits et l'adoption de la taxe sur l'énergie.

Cela étant, le *transport routier de marchandises* augmente plus vite que le PIB. De même, *l'utilisation d'engrais azotés et de pesticides* a progressé sous l'effet du soutien des revenus agricoles dans le cadre de l'UE. Durant la période examinée, une étude a été réalisée sur les *subventions potentiellement dommageables pour l'environnement*, mais elle est restée sans suite. Dans le domaine des transports, les avantages extrasalariaux attachés aux voitures de société encouragent les déplacements routiers. Les taxes sur les carburants ont été abaissées, passant d'environ 70 % en 1998 à 50-55 % en 2006, et les prix des carburants demeurent inférieurs à la moyenne des pays européens de l'OCDE. Quant au prix du gaz naturel à usage domestique, il a augmenté mais reste bien inférieur à la moyenne OCDE. Alors que la hausse des financements de l'UE coïncide avec une réduction du nombre de fonctionnaires, la Hongrie devra veiller à ce que le *rapport coût-efficacité* occupe une place centrale dans les critères de décision lorsqu'il s'agira de hiérarchiser les projets à financer par des fonds communautaires, et à ce que sa *capacité d'absorption* de ces fonds soit satisfaisante.

Renforcement de la mise en œuvre des politiques environnementales

La Hongrie s'est dotée d'un *cadre de planification environnementale* complet, avec deux Programmes nationaux pour l'environnement (pour les périodes 1997-2002 et 2003-08) accompagnés de programmes d'action thématiques et assortis d'objectifs chiffrés et d'indicateurs de résultats. Ces programmes cadres ont servi de base au Programme opérationnel sur l'environnement et l'énergie, qui précise l'utilisation des fonds de l'UE et des fonds de contrepartie hongrois durant la période 2007-13, dans le contexte du Plan de développement national. La période examinée a été caractérisée par une *consolidation de la législation environnementale*, dont le principal moteur a été la transposition de l'acquis communautaire de l'UE et l'adhésion à l'Union européenne en mai 2004. Sur les quatre périodes de transition accordées à la Hongrie par l'UE, trois sont à présent terminées : le seul sursis dont bénéficie encore le pays concerne le traitement des eaux urbaines résiduaires et prendra fin en 2015. Aujourd'hui, la Hongrie contribue à façonner la politique environnementale de l'UE (par exemple, en matière de gestion des crues, des déchets miniers, des produits chimiques et des eaux souterraines et de baignade). Le *cadre institutionnel* de gestion de l'environnement a évolué au cours de la période considérée, moyennant la fusion progressive des autorités chargées de la conservation de la nature, de la protection de l'environnement et de la gestion qualitative et quantitative de l'eau. En 2000 a été créé le Centre de l'énergie pour s'occuper des questions intéressant l'énergie durable. Conformément à une recommandation du premier Examen environnemental de l'OCDE, les *activités visant à faire respecter la loi* ont été intensifiées : les inspections sont à présent investies de pouvoirs d'autorisation et de contrôle de l'application qui couvrent toutes les thématiques environnementales, et le dispositif de sanctions pour non-conformité a été sensiblement renforcé. Des avancées ont été observées dans l'application du *principe pollueur payeur* et du *principe utilisateur payeur* : l'utilisation d'*instruments économiques* a progressé avec la mise en place d'une « redevance sur la charge de pollution de l'environnement », qui s'applique aux émissions atmosphériques et rejets d'eaux usées, et la révision des redevances sur les produits visant les déchets d'emballage. Le recours aux *systèmes de gestion environnementale* s'est considérablement développé parmi les entreprises hongroises. L'*éco-étiquetage* et les marchés publics écologiques sont encouragés.

Néanmoins, les *performances environnementales* de la Hongrie demeurent quelque peu en retrait comparées aux pays européens de l'OCDE et aux normes de l'UE. On constate en particulier que, depuis quelques années, certaines tendances positives des années 90 se sont essouffées (intensité énergétique, émissions de certains polluants atmosphériques, production de déchets...), voire inversées (consommation d'engrais et de pesticides, par exemple). Par ailleurs, certains

indicateurs sanitaires sont source de préoccupation. *L'application du deuxième Programme national pour l'environnement (2003-08)* a pris du retard, et la Hongrie n'atteindra vraisemblablement pas ses objectifs dans un certain nombre de domaines (qualité de l'eau et valorisation des déchets, par exemple). Cela permet de penser que les efforts de mise en œuvre de la nouvelle législation environnementale ou les ressources disponibles à cette fin n'ont pas toujours été adaptés, malgré l'important soutien de l'UE. Le niveau des dépenses d'investissement dans la lutte contre la pollution n'a pas varié depuis le premier Examen (environ 1 % du PIB), et les dépenses totales de lutte contre la pollution représentent environ 1.6 % du PIB. Durant la période examinée, le *manque de ressources financières et humaines* a limité les capacités de surveillance et de contrôle de l'application des inspections. Les administrations régionales et municipales doivent renforcer leurs capacités dans le domaine de l'environnement et leurs compétences en matière d'analyse économique, et ce aussi dans l'optique d'une meilleure absorption des fonds de l'UE destinés aux projets environnementaux. Il importe d'évaluer régulièrement l'efficacité des *instruments économiques* et d'ajuster périodiquement le montant des redevances, afin d'entretenir un bon équilibre entre règles d'autorisation et incitations économiques. Les questions d'*accessibilité économique* doivent également être prises en considération.



1. Le développement durable dans la pratique

Dans le cadre des efforts déployés par la Hongrie pour refléter et inscrire son avenir économique, social et environnemental dans une perspective à moyen, long et très long terme (encadré 5.1), beaucoup a été fait pour favoriser le développement durable dans la pratique.

1.1 *Découplage des pressions environnementales et de la croissance économique*

Globalement les résultats de croissance de la Hongrie ont été raisonnablement bons durant la période 1998-2006 (figure 5.1). L'activité économique a progressé de 41 %, alors que la population a diminué de 2 % (tableau 5.1). La production industrielle s'est accrue de 80 % et le trafic routier de marchandises de 90 %, alors

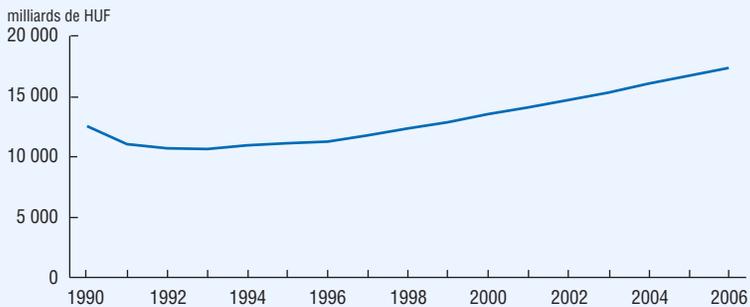
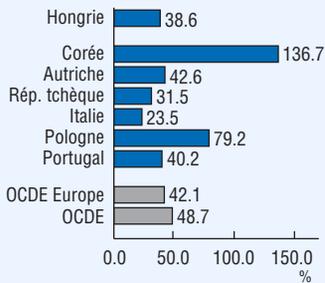
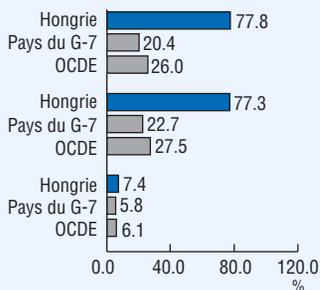
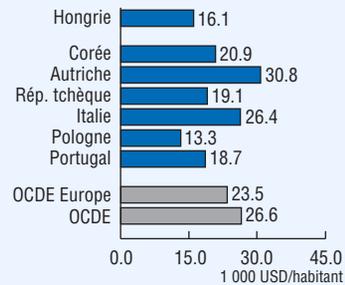
Encadré 5.1 Principaux documents en matière de développement national : stratégies, plans et programmes

| Échéance | Nom | Dates ^a | | Contenu |
|-----------------|--|--------------------|------------|--|
| Moyen terme | Programme national révisé dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi | H | 2008 | Document-cadre et programme d'action déterminant les politiques macroéconomiques, microéconomiques et d'emploi, avec certains objectifs et mesures allant au-delà de 2008, et se rattachant à la Stratégie de Lisbonne de l'Union européenne. |
| | Nouveau plan de développement national (NPDN) | D | oct. 2006 | |
| Long terme | Cadre de la politique de développement national (CPDN) | H | 2020 | Cadre global intégrant des tâches et objectifs d'action jusqu'en 2020, et instaurant une harmonisation des objectifs d'action par domaine. Le CPDN constitue un cadre de développement à long terme. |
| | Vers une Hongrie prospère : objectifs et priorités du CPDN | D | sept. 2005 | |
| | Cadre d'aménagement de l'espace national (CAEN) | H | 2020 | |
| | | D | déc. 2005 | |
| Très long terme | Stratégie nationale de développement durable (SNDD) | H | 2050 | Document-cadre esquissant les objectifs à long terme dans les domaines social, économique et environnemental ainsi que les moyens et instruments correspondants. Rattachée à la SDD de l'UE et aux objectifs à long terme des Nations Unies (2050) pour un avenir durable. |
| | | D | juin 2007 | |

a) H = horizon ou période; D = date de production.

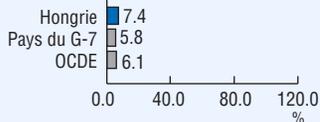
que le volume du trafic de voitures particulières a diminué de 3 %. La production agricole a commencé de s'accroître de nouveau après une baisse considérable entre 1990 et 1993, mais a diminué globalement de 5 % entre 1998 et 2005. Les approvisionnements totaux en énergie primaire et la consommation finale totale d'énergie ont augmenté, respectivement, de 9 et 18 % (tableau 5.1).

Figure 5.1 Structure et tendances économiques

PIB^a en Hongrie, 1990-2006Croissance du PIB^b, 1990-2006PIB^b par habitant, 2006

Exportations en % du PIB, 2006

Importations en % du PIB, 2006

Taux de chômage standardisés, ^c 2006

a) PIB aux prix de 2000.

b) PIB aux niveaux de prix et parités de pouvoir d'achat de 2000.

c) % de la population active civile.

Source : OCDE (2007), Perspectives économiques de l'OCDE n° 82.

Tableau 5.1 Tendances économiques et pressions sur l'environnement

| | 1990-06 | 1998-06 |
|--|------------------|------------------|
| Principales tendances économiques | | |
| PIB ^a | 39 | 41 |
| Population | -3 | -2 |
| PIB ³ /habitant | 43 | 43 |
| Production agricole | -23 | -5 |
| Production industrielle ^b | 111 | 86 |
| Trafic routier de marchandises ^c | 101 | 90 |
| Trafic de voitures particulières, en volume ^d | -9 ^f | -3 ^f |
| Principales pressions sur l'environnement | | |
| Intensité de pollution | | |
| Émissions de CO ₂ dues à l'utilisation d'énergie ^e | -18 ^g | 0 ^g |
| Émissions de SO _x | -87 ^g | -78 ^g |
| Émissions de NO _x | -15 ^g | 0 ^g |
| Intensité énergétique | | |
| Approvisionnements totaux en énergie primaire | -3 ^g | 9 ^g |
| Consommation finale totale d'énergie | -3 ^g | 18 ^g |
| Intensité de ressources | | |
| Prélèvements d'eau | -8 ^f | 1 ^f |
| Utilisation d'engrais azotés | -5 ^f | 21 ^f |
| Ordures ménagères ^h | -14 | -5 |
| Utilisation de pesticides | -60 ^f | 60 ^f |

a) Aux prix et PPA de 2000.

b) Industries extractives et manufacturières, production d'électricité, de gaz et d'eau.

c) Valeurs exprimées en tonnes-kilomètres. Transport national et international.

d) Valeurs exprimées en véhicules-kilomètres.

e) Approche sectorielle; hors soutages des navires et aéronefs.

f) Jusqu'en 2004.

g) Jusqu'en 2005.

h) La série de données utilisée a connu des modifications méthodologiques.

Source : Direction de l'environnement de l'OCDE; AIE-OCDE.

Intensité de la pollution

La réduction des *émissions atmosphériques en provenance des principales sources de pollution ponctuelle* a été le résultat le plus significatif des efforts de découplage de la Hongrie. Les émissions de SO₂ ont diminué de 78 %, alors que les émissions de NO_x et de CO₂ sont restées stables.

Cependant, les émissions de NO_x et de CO₂ de la Hongrie par unité de PIB sont plus élevées que la moyenne des pays européens de l'OCDE (figure 2.1). Les émissions de SO₂ par unité de PIB sont légèrement plus élevées que la moyenne des pays européens de l'OCDE, mais plus faibles que celles de la Pologne, de la République tchèque et de la République slovaque.

Intensité et efficacité énergétiques

L'intensité énergétique de la Hongrie s'est *améliorée* considérablement depuis 1990 (elle était de 0.25 tonne d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des États-Unis en 1990), mais à un *rythme plus lent* (passant de 0.20 tep à 0.18 tep sur la période 2000-05). Elle est plus élevée que la moyenne des pays européens de l'OCDE, mais plus faible que celle de la Pologne, de la République tchèque et de la République slovaque. D'après des estimations officielles, une nouvelle amélioration de l'intensité énergétique (qui tomberait à 0.15 tep d'ici à 2010) devrait intervenir grâce à la poursuite (à un rythme plus lent) des changements structurels dans l'industrie et au remplacement des équipements¹.

Intensités des ressources

Les *prélèvements d'eau* sont restés stables durant la période considérée et l'intensité de la consommation d'eau (c'est-à-dire les prélèvements en pourcentage du volume total annuel disponible) sont restés bien inférieurs à la moyenne des pays européens de l'OCDE et des pays de l'OCDE (4.8 % contre 14.2 % et 11.5 %, respectivement). La plus forte réduction de la consommation d'eau a eu lieu dans les secteurs industriel et agricole. La diminution de la consommation d'eau dans l'industrie, qui représente près des trois quarts de l'ensemble des prélèvements, s'explique par la diffusion des technologies et techniques permettant d'économiser la ressource. Le recyclage de l'eau s'est amélioré dans la plupart des secteurs industriels². L'agriculture n'entre que pour 11 % dans l'ensemble des prélèvements.

Si l'utilisation d'*engrais azotés et de pesticides* s'est contractée dans les années 90, elle s'est accrue au cours de la période 1998-2004 (21 % et 60 %). La consommation d'engrais azotés a atteint 5.8 tonnes par km² de terres agricoles, contre une moyenne de 5.5 tonnes/km² pour les pays européens de l'OCDE. La consommation de pesticides est légèrement inférieure à la moyenne des pays européens de l'OCDE (0.17 contre 0.18 tonne/km² de terres agricoles). Cette tendance s'est amorcée avec l'accession de la Hongrie à l'Union européenne, les agriculteurs bénéficiant désormais d'un soutien au revenu leur permettant d'acheter davantage d'engrais et de pesticides³.

La production de *déchets municipaux* a diminué de 5 % entre 1998 et 2006, alors que le PIB s'est accru de 41 %. En 2006, la production de déchets municipaux (460 kg par habitant) a été inférieure à la moyenne de l'OCDE (550 kg par habitant). Elle devrait cependant s'accroître, car les matériaux d'emballage sont de plus en plus utilisés et la consommation finale privée progresse. Le Plan national de gestion des déchets prévoit une hausse de 14 % du volume total des déchets municipaux solides d'ici à 2008 par rapport aux niveaux de 2000.

Évaluation

La Hongrie a progressé dans le découplage des pressions environnementales et de la croissance économique pour le SO_x (découplage fort), le NO_x, le CO₂ et les prélèvements d'eau (découplage faible mais significatif). L'intensité énergétique s'est améliorée, bien qu'à un rythme plus modéré que dans les années 90. La tendance à une forte augmentation de la consommation d'engrais azotés et de pesticides est préoccupante. Contrairement à ce qui est le cas dans la plupart des pays de l'OCDE, la production de déchets municipaux a été sensiblement découplée de la croissance économique. Certains signes indiquent, toutefois, que cette situation favorable va évoluer. La Hongrie devrait poursuivre ses efforts pour réduire encore l'intensité de la pollution, l'intensité énergétique et l'intensité d'utilisation des ressources.

1.2 Intégration des marchés

Subventions dommageables à l'environnement

On observe une tendance à l'élimination progressive des *subventions directes* dans l'économie hongroise. Depuis le 1^{er} janvier 2006, seule une exploitation minière souterraine a reçu une aide à des fins de financement des dépenses courantes. Cette aide s'est chiffrée à 10 milliards HUF en 2006 et doit être ramenée à 7 milliards HUF d'ici à 2010. La subvention totale ne devrait pas dépasser 41 milliards HUF sur la période 2006-10.

Une étude réalisée par une ONG a estimé que les *subventions dommageables à l'environnement* représentaient plus de 10 % du PIB hongrois (Kiss, 2004)⁴. Les crédits d'impôt sur le revenu accordés aux particuliers effectuant leurs déplacements domicile-travail en voiture ainsi que les crédits d'impôt sur les sociétés applicables aux véhicules de sociétés, qui favorisent les uns et les autres l'utilisation des voitures particulières, devaient être éliminés. Mais le gouvernement n'a pas donné suite à ce projet.

Transition vers la mise en œuvre des principes pollueur-payeur et utilisateur-payeur

Cependant, la Hongrie met en œuvre progressivement les principes pollueur-payeur et utilisateur-payeur. Les *prix des services d'alimentation en eau et d'assainissement* se sont accrus, respectivement, de 50 et 70 % durant la période 1999-2004, et les autorités ont établi un système d'aides pour les pauvres (chapitre 6). Les redevances au titre de l'alimentation en eau et de l'assainissement couvrent pratiquement les coûts d'exploitation, de maintenance et d'amortissement accéléré (98 % pour l'eau, 88 % pour les eaux usées). Elles devraient être encore

accrues de façon à respecter la règle de l'UE d'une récupération totale des coûts d'ici à 2010 (chapitre 3). Les *transferts du budget central aux municipalités* aident ces dernières à financer leurs investissements dans les infrastructures d'assainissement et la gestion des déchets solides. Ces transferts ont couvert 25 à 50 % des coûts des installations de tout-à-l'égout et de traitement des eaux usées et 40 % des coûts des décharges municipales au cours de la période considérée.

Conformément au principe pollueur-payeur, les *subventions pour les investissements en faveur de l'environnement* réalisés par le secteur privé ont régulièrement diminué, passant de 30.1 milliards HUF en 2000 à 2.2 milliards HUF en 2004 et ont été totalement éliminées en 2005 après l'expiration du Dispositif de préaffectation des ressources pour l'environnement et l'eau (qui avait succédé au Fonds central pour la protection de l'environnement).

Des progrès ont aussi été réalisés dans la récupération des coûts de la gestion des déchets solides. Si, en 1999, les coûts effectifs des services de gestion des déchets étaient quelque 40 % plus élevés que les redevances, en 2002 les *redevances d'utilisation au titre du ramassage et de l'élimination des déchets municipaux* couvraient pratiquement la totalité des coûts d'exploitation des installations et, parfois, dans le cas des décharges modernes, des coûts d'investissement. En 2003, les redevances d'utilisation ont été encore accrues, en application d'une réglementation de l'État exigeant que soient couverts les coûts des services fournis, y compris les coûts associés à la gestion du site après la fermeture de la décharge. Des subventions continuent d'être accordées aux municipalités afin de leur permettre d'alléger la charge que les redevances représentent pour les pauvres.

Taxes écologiques

Les recettes tirées des écotaxes ont représenté 2.5 % du PIB en 2005, cette part restant relativement inchangée au cours de la période considérée (tableau 5.2). En 2003-05, la majeure partie de ces recettes (84 %) provenaient des taxes énergétiques (essentiellement les taxes sur les carburants), quelque 9 % des taxes sur les transports et le reste (7 %) des taxes au titre de la pollution et des ressources, soit une part légèrement plus élevée que la moyenne de l'UE-15 (moins de 5 %). La part des transports dans les taxes écologiques s'est accrue au cours de la période considérée (elle était de 5 % en 1998-2000), alors que celle de l'énergie, de la pollution et des ressources a diminué légèrement (86 % et 8 % en 1998-2000, respectivement). Une *réforme des écotaxes* est envisagée, mais elle ne figure pas encore à l'ordre du jour du gouvernement. Une commission spécialisée devrait être établie à cet effet.

Une *taxe énergétique* sur les ventes et les importations d'*électricité et de gaz naturel* a été introduite en 2003 et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004. En 2006, cette taxe était de 186 HUF/MWh pour l'électricité et de 56 HUF/GJ pour le gaz naturel. Les consommateurs résidentiels en ont été exemptés, pour des raisons sociales. Cette *subvention gazière* directe aux ménages (quelque 500 millions EUR par an) a été critiquée au motif qu'elle opérerait une ponction sur le budget de l'État et qu'elle augmentait artificiellement la demande de gaz. En octobre 2006, la subvention a été abolie et remplacée par un système de soutien direct au revenu pour les ménages pauvres. C'est là une mesure louable qui va dans le sens des recommandations de l'AIE (AIE, 2007). Ainsi, les prix du gaz pour les ménages ont augmenté de 70 % en

Tableau 5.2 **Recettes tirées des taxes liées à l'environnement, 1998-2005**

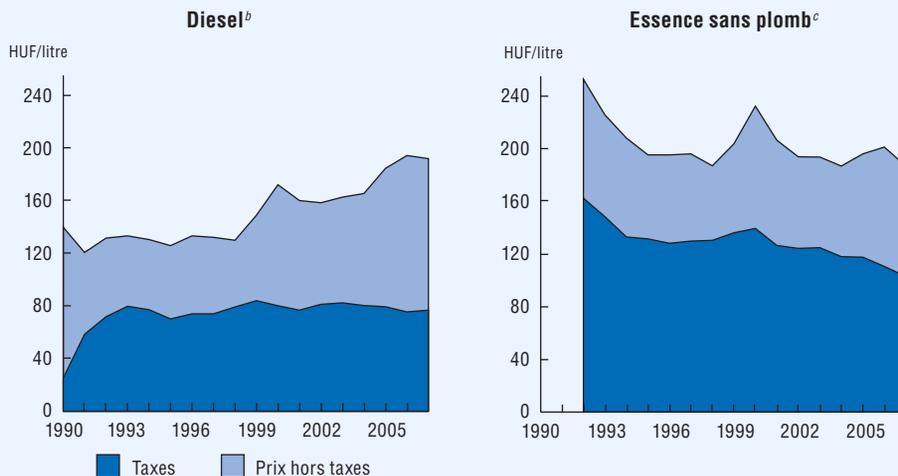
(à prix courants, millions HUF)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Redevances sur produit | 18 723 | 20 675 | 24 407 | 26 404 | 20 054 | 25 459 | 20 009 | 19 616 |
| Carburants | 8 735 | 8 274 | 9 570 | 9 904 | – | – | – | – |
| Pneus | 1 445 | 1 918 | 2 425 | 3 110 | 4 340 | 5 918 | 1 607 | –45 |
| Réfrigérateurs | 520 | 815 | 1 267 | 1 372 | 2 190 | 4 173 | 3 773 | 1 888 |
| Piles | 729 | 797 | 916 | 1 076 | 1 288 | 1 137 | 354 | 203 |
| Matériaux d'emballage | 2 750 | 3 503 | 4 631 | 5 191 | 6 081 | 5 572 | 5 663 | 8 520 |
| Huile de lubrification | 4 543 | 5 368 | 5 598 | 5 753 | 6 156 | 7 049 | 5 691 | 6 041 |
| Diluants et solvants | – | – | – | – | – | 1 300 | 2 134 | – |
| Matériaux en papier pour publicité | – | – | – | – | – | 310 | 789 | 1 669 |
| Dispositifs électroniques | – | – | – | – | – | – | – | 1 340 |
| Autres recettes | 217 705 | 338 158 | 348 511 | 352 625 | 397 344 | 425 732 | 472 304 | 529 121 |
| Taxe sur les véhicules | 8 842 | 22 269 | 23 422 | 25 671 | 26 853 | 33 864 | 45 941 | 50 030 |
| Taxes sur le carburant | 204 000 | 310 700 | 319 000 | 320 215 | 362 500 | 383 800 | 399 100 | 450 900 |
| Essence | 102 200 | 165 700 | 156 000 | .. | 189 000 | 199 400 | 200 900 | 226 700 |
| Gazole | 97 300 | 140 700 | 157 000 | .. | 171 600 | 182 400 | 196 300 | 221 200 |
| Autres produits pétroliers | 4 500 | 4 300 | 6 000 | .. | 1 900 | 2 000 | 1 900 | 3 000 |
| Redevance sur la ressource en eau | 4 863 | 5 189 | 6 089 | 6 740 | 7 991 | 8 068 | 9 859 | 12 304 |
| Taxe sur l'énergie | – | – | – | – | – | – | 10 922 | 12 732 |
| Redevance sur la charge polluante | – | – | – | – | – | – | 6 482 | 3 155 |
| Total | 236 428 | 358 833 | 372 918 | 379 030 | 417 398 | 451 190 | 492 313 | 548 737 |
| Part des recettes totales dans le PIB (%) | 2.3 | 3.1 | 2.8 | 2.5 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.5 |

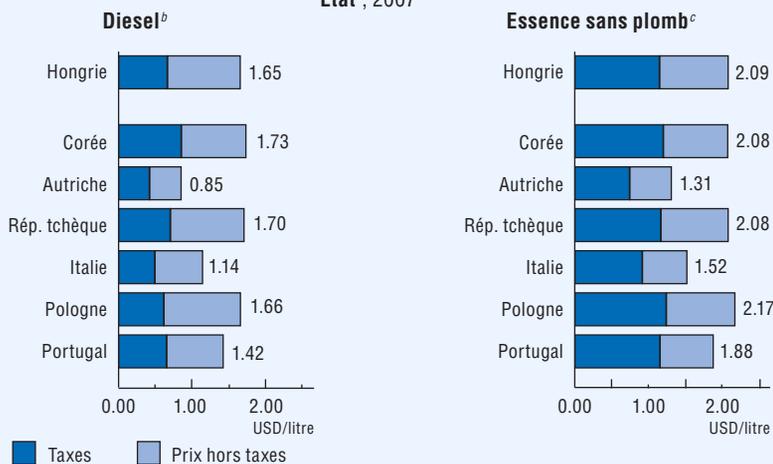
Source : Ministère des Finances.

Figure 5.2 Prix et taxes des carburants routiers

Tendances en Hongrie^a, 1990-2007



État^d, 2007



a) Prix constants 2000.

b) Diesel pour utilisation commerciale ; Corée : pour utilisation non commerciale.

c) Super sans plomb (RON 95) ; Corée : ordinaire sans plomb.

d) En USD aux prix et parités de pouvoir d'achat courants.

Source : AIE-OCDE (2008), base de données des prix pour utilisation finale.

moyenne, conduisant certains d'entre eux à revenir au chauffage au charbon. Il s'avère que le coût budgétaire des deux politiques est assez similaire. Le gouvernement hongrois devrait maintenant s'assurer que les conditions auxquelles sont accordées les exemptions à ces taxes énergétiques sont totalement justifiées, et qu'elles sont respectées de manière à ne pas saper les effets d'incitation de cette fiscalité.

En ce qui concerne la *taxation des carburants*, les taux ont diminué en termes réels, de 3 % environ dans le cas du gazole et de 21 % dans celui de l'essence (sur la période 1998-2007)⁵ (figure 5.2). La différenciation des taux d'imposition s'est accentuée au cours de la période considérée et la taxation du gazole est maintenant un peu plus faible que celle de l'essence sans plomb : en 2007, elle était d'environ 40 % pour le gazole utilisé à des fins non commerciales et d'environ 55 % pour l'essence sans plomb (indice d'octane 95). Les taxes sur les carburants routiers sont semblables à celles prélevées dans les pays voisins. Quelque 3 % des recettes tirées des droits d'accise sur les carburants et autres produits énergétiques destinés aux transports sont affectées à des dépenses environnementales (28.7 % sont réservés à la construction et à l'entretien des autoroutes). Les utilisateurs dans les secteurs ferroviaire et agricole ne sont pas assujettis à ces taxes. Pour ce qui est de la *taxation des véhicules*, les véhicules à moteur sont soumis à une taxe de circulation annuelle, qui est différenciée en fonction de l'âge du véhicule et sa cylindrée/son poids, les véhicules plus anciens étant en

Tableau 5.3 Taxes liées à l'environnement, 2007

| Taxe | Taux | Exemptions |
|----------------------------------|--|---|
| Taxes d'accise | | |
| Carburants de transport | 88.01 HUF/litre (gazole) | Navires et trains à moteurs diesel, gazole utilisé pour la production d'électricité et dans l'agriculture Aéronefs militaires et navigation aérienne internationale |
| | 106.54 HUF/litre (essence sans plomb) | |
| | 111.80 HUF/litre (essence au plomb et paraffine) | |
| | 24.50 HUF/litre (hydrocarbures gazeux) | |
| | 47.90 HUF/litre (hydrocarbures liquides) | |
| Combustibles de chauffage | 85 HUF/litre (fioul résiduel) | |
| Taxes sur les véhicules à moteur | | |
| Taxe de circulation annuelle | 300 HUF/kilowatt (voitures de 0-3 ans) | |
| | 260 HUF/kilowatt (voitures de 4-7 ans) | |
| | 200 HUF/kilowatt (voitures de 8-11 ans) | |
| | 160 HUF/kilowatt (voitures de 12-15 ans) | |
| | 120 HUF/kilowatt (voitures de 16 ans et plus) | |
| | 1 200 HUF/100kg/an (camions, autocars) | |

Source : Ministère des Finances; AIE-OCDE.

l'occurrence moins taxés (tableau 5.3). Quelque 40 % des recettes sont affectées à l'entretien et au développement du réseau routier public. Les services de transports publics locaux et interurbains sont exonérés. Il n'y a pas de système de primes gouvernementales pour l'achat de véhicules efficaces en énergie (essence et gazole).

Prise en compte des préoccupations environnementales dans le secteur énergétique

La politique énergétique de la Hongrie vise à concilier la sécurité énergétique, la croissance économique et la protection de l'environnement. Les préoccupations environnementales sont aujourd'hui mieux prises en compte dans la politique énergétique *au niveau stratégique*, bien qu'il y ait parfois un manque de communication entre le ministère de l'Économie et des Transports et le ministère de l'Environnement et des Eaux. Parmi les *principales mesures* prises en faveur de l'environnement par la Hongrie dans le secteur énergétique figurent des programmes d'appui, notamment des dons et des prêts à des conditions de faveur; des tarifs d'achat préférentiels pour les énergies renouvelables et la cogénération; l'imposition d'une taxe énergétique sur la consommation de gaz et d'électricité; un prélèvement écologique sur les produits pétroliers raffinés; et des quotas d'émission en vertu du système d'échange de droits d'émission de l'UE.

La Hongrie a amélioré ses résultats en matière d'*efficacité énergétique*, mais doit faire beaucoup plus pour tirer parti des multiples avantages connexes (pollution atmosphérique traditionnelle, émissions de gaz à effet de serre, réduction des importations d'énergie, avantages économiques). En 1999, elle a lancé un *Programme et un Plan d'action à long terme sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique*⁶. Ce dispositif définit les objectifs ci-après pour 2010 :

- réduire l'intensité énergétique de 3.5 % par an, en partant de l'hypothèse d'une croissance du PIB et d'une progression de la consommation énergétique de, respectivement, 5 % et 1.5 % l'an. Dans la pratique, l'intensité énergétique a été réduite de 2.3 % l'an entre 1999 et 2004, de 0.21 à 0.18 tpe, avec une croissance du PIB et une augmentation de la consommation énergétique de, respectivement, 4.4 % et 1.6 % l'an ;
- économie de 75 petajoules par an (ou 1.8 million de tonnes d'équivalent pétrole par an) pour les sources d'énergie primaire; dans la pratique, une augmentation de 2.4 Mtpa a été enregistrée entre 1999 et 2005 ;
- réduction des émissions de SO₂ de 50 000 tonnes par an (la réduction a été de 77 000 tonnes par an entre 1999 et 2005) et des émissions de CO₂ de 5 millions de tonnes par an (les émissions se sont accrues depuis 1999, chapitre 8) ;

- augmentation de la production d'énergies renouvelables, qui doit passer de 28 PJ/an à 50 PJ/an (1.2 Mtpe/an); dans la pratique, la production a été de 1.2 Mtpe en 2005.

Si la Hongrie a amélioré son intensité énergétique depuis les changements politiques de 1990, qui ont été suivis d'une restructuration industrielle, il y a encore beaucoup de possibilités d'amélioration dans ce domaine dans les secteurs de la transformation, des transports et du logement. La *consommation primaire d'énergie dans le secteur de la transformation* concerne la production d'électricité et de chaleur. Les centrales hongroises alimentées au gaz et au charbon ont un faible rendement au regard des normes de l'UE⁷. La cogénération, qui est essentiellement utilisée pour les systèmes de chauffage urbain en Hongrie, a un rendement beaucoup plus élevé (rendement global de 73 % en moyenne). Dans les deux cas, les équipements de combustion doivent toutefois être modernisés. La cogénération bénéficie d'un tarif d'achat très avantageux à condition d'apporter la preuve que le rendement global annuel atteint 65 % (75 % pour les moteurs à gaz), ce qui est très peu exigeant. Les pouvoirs publics devraient envisager de renforcer (et de faire respecter) la règle minimale pour l'admissibilité au tarif d'achat préférentiel et ramener ce tarif jusqu'à un niveau qui évite des subventions excessives (supprimant ainsi les incitations à produire de la chaleur inutile).

Pour ce qui est du *secteur des transports*, la part des transports publics de passagers est encore importante. En 2005, 37 % des passagers-kilomètres étaient assurés par les transports publics (13 % par le rail et 24 % par les bus), et 62 % par les automobiles privées. Ainsi, malgré une infrastructure vieillissante, le système de transport de masse continue de jouer un rôle important dans l'économie. *L'efficacité énergétique des transports* s'est accrue sensiblement avec le passage à des véhicules modernes depuis 1990, mais les gains ont été moins importants depuis 2000. En 2000-2005, la consommation d'énergie pour le transport de passagers a diminué sur une base annuelle, mais elle a commencé d'augmenter d'environ 1 % par an pour le transport de fret. Les pouvoirs publics s'attendent à ce que cette tendance se poursuive à l'avenir. Ils devraient envisager de renforcer les incitations à l'utilisation de véhicules très efficaces en énergie (en internalisant davantage les externalités dans les prix du carburant routier) et d'adopter une stratégie pour le transport de fret intermodal⁸ (dans le cadre duquel les différents modes devraient être choisis en fonction de leur efficacité). Ils devraient aussi envisager de continuer à investir dans le secteur des transports publics afin de maintenir, voire d'accroître, son attrait et d'empêcher le recours au transport individuel.

Dans le *secteur résidentiel*, les subventions à la consommation de gaz naturel et la médiocre performance énergétique d'un grand nombre de bâtiments résidentiels

conduisent à une demande énergétique moyenne pour le chauffage domestique qui est de 70 % supérieure à la moyenne de l'UE-15 et de 275 % supérieure au niveau des meilleures pratiques pour les bâtiments modernes. Près de la moitié des bâtiments hongrois ont été construits avant 1945 et la plupart d'entre eux n'ont pas été réaménagés depuis. En outre, environ 22 % de l'ensemble des résidences sont des appartements préfabriqués avec une faible performance énergétique. De nouvelles règles de construction ont été publiées en 2006, notamment pour assurer la performance énergétique des bâtiments nouveaux et existants, et elles exigeront d'importants remaniements à l'avenir. L'aide de quelque 40 milliards HUF accordée par l'UE à la Hongrie sur la période 2007-13 afin de favoriser les investissements dans les technologies efficaces en énergie devrait beaucoup faciliter l'action des autorités en faveur de l'amélioration de la performance énergétique résidentielle. Cependant, deux grandes difficultés doivent être surmontées. La première consiste à faire face aux besoins de cofinancement dans le contexte de restrictions budgétaires. La deuxième est d'assurer une expertise appropriée pour contrôler l'utilisation des fonds.

Le recours aux *sources d'énergie renouvelable* dans l'offre énergétique de la Hongrie s'est *sensiblement accru sur la période considérée*, passant de 0.48 Mtpé en 1998 à 1.22 Mtpé en 2005. La majeure partie de cette augmentation a suivi l'adoption en 2001 de la loi sur l'électricité, qui prévoit des tarifs d'achat généreux pour les énergies renouvelables et la cogénération. Les énergies renouvelables ont représenté 4.4 % des approvisionnements totaux en énergie primaire en 2005. Ce chiffre se rapproche des objectifs de 7-7.2 % d'ici à 2013 et 14-16 % d'ici à 2020, fixés dans le document de politique énergétique publié récemment par le ministère de l'Économie et des Transports. Les énergies renouvelables sont principalement utilisées pour la production de chaleur, essentiellement sous la forme de bois de feu. Pour ce qui est de leur contribution à la production d'électricité, la Hongrie a fixé un objectif indicatif de 3.6 % d'ici à 2010 (contre 0.5 % en 2000)⁹. Cet objectif a été atteint en 2005, grâce à l'introduction d'un *tarif d'achat généreux* de 23.8 HUF (0.113 dollar) par Kwh, soit plus du double du prix de gros moyen de l'électricité en Hongrie, et à un accès prioritaire au réseau. Les tarifs d'achat préférentiels sont limités dans le temps et en volume/capacité de production, de façon à empêcher les opérateurs d'en bénéficier après que leur investissement a été totalement récupéré. Pour contrer le risque de subventions excessives, les pouvoirs publics doivent envisager l'introduction d'approches davantage fondées sur le marché pour la promotion des énergies renouvelables. Les certificats écologiques, qui sont tarifés en fonction de la différence entre le prix du marché et les coûts de production, pourraient en principe résoudre le problème des subventions excessives.

Pour ce qui est des *prix de l'énergie*, ceux de l'électricité et du gaz naturel dans le secteur industriel sont plus élevés que la moyenne des pays européens de l'OCDE

(tableau 5.4). Avec la totale libéralisation du marché qui est intervenue le 1^{er} juillet 2007, les prix devaient diminuer sous l'effet du renforcement de la concurrence. Le prix du *gaz naturel* acquitté par les ménages hongrois est bien inférieur (près d'un quart) à la moyenne de l'OCDE (aux parités de pouvoir d'achat). Comme on l'a déjà mentionné, la consommation de gaz des ménages a été subventionnée, la subvention couvrant quelque 12 % de la facture moyenne de gaz (par exemple 11 000 HUF par ménage et par an). La réforme adoptée en 2006 a aboli la subvention et établi un système compensatoire pour les pauvres. Il n'y a pas de subvention pour les *consommateurs d'électricité*, les opérateurs de réseau ou les producteurs d'électricité, et les prix dans le secteur résidentiel sont beaucoup plus élevés que la moyenne des pays européens de l'OCDE (aux parités de pouvoir d'achat). Les *prix du fioul à basse teneur en soufre* pour l'industrie sont plus faibles que la moyenne des pays européens de l'OCDE. Les *prix des carburants routiers* sont supérieurs à la moyenne des pays européens de l'OCDE. Des avantages fiscaux sont accordés aux biocarburants pour encourager leur plus large utilisation.

Tableau 5.4 **Prix de l'énergie dans certains pays de l'OCDE, 2007**

| | Électricité | | Fioul | | Gaz naturel | | |
|--------------------|------------------------|----------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|---|---------------------------------------|
| | Industrie (USD/kWh) | Ménages (USD/kWh) | Industrie ^a (USD/tonne) | | Ménages ^b (USD/1 000 l) | Industrie (USD/10 ⁷ kcal) | Ménages (USD/10 ⁷ kcal) |
| | | | Fioul à haute teneur en soufre | Fioul à basse teneur en soufre | | | |
| Hongrie | 0.134 | 0.261 | .. | 440.2 | s.o. | 584.1 | 851.7 |
| Corée | 0.069 | 0.129 | 551.9 | 574.2 | 1 269.1 | 551.1 | 902.5 |
| Autriche | 0.134 | 0.183 | .. | 474.9 | 779.6 | .. | 801.9 |
| République tchèque | 0.115 | 0.207 | 285.5 | 338.2 | 1 211.0 | 391.7 | 827.9 |
| Italie | 0.237 | 0.221 | .. | 473.5 | 1 310.6 | 454.2 ^e | 859.7 ^e |
| Pologne | 0.083 | 0.216 | 354.1 | 428.1 | 1 281.1 | 375.1 | 983.1 |
| Portugal | 0.129 | 0.222 | s.o. | 587.7 | 1 032.7 | 428.7 | 1 119.3 |
| OCDE Europe | 0.106 ^e | 0.169 ^e | .. | 487.3 | 755.2 | .. | .. |
| OCDE | 0.088 ^e | 0.133 ^e | .. | .. | 745.5 | 335.9 ^e | 619.8 ^e |
| Prix HONG/OCDE (%) | 119 ^e | 175 ^e | .. | .. | .. | 134 ^e | 78 ^e |

.. = sans objet.

a) Fioul à forte teneur en soufre ou à basse teneur en soufre.

b) Fioul léger.

c) Aux taux de change courants.

d) À PPA courantes.

e) 2006.

Source : AIE-OCDE, Energy prices and taxes, 1^{er} trimestre 2008.

1.3 Dépenses et financement au titre de la lutte contre la pollution

Ces quelques dernières années, la Hongrie a consacré 1 % de son PIB environ aux *investissements dans la lutte contre la pollution* dans les secteurs public et privé, alors que 0.6 % du PIB ont été consacrés aux dépenses de fonctionnement dans ce domaine. En 2006, les dépenses d'investissement ont représenté 0.85 % du PIB (tableau 5.5), amenant les *dépenses totales de lutte contre la pollution* à 1.7 % du PIB. Globalement, 54 % des dépenses d'investissement visent la protection de l'eau, 17 % la gestion des déchets et 14 % la gestion de l'air. Ces dépenses d'investissement concernent essentiellement les technologies de dépollution avant rejet (71 %).

Tableau 5.5 **Dépenses de lutte contre la pollution par secteur, 2006**

(milliards HUF courants)

| | Protection de l'eau ^c | Gestion des déchets | Protection de l'air | Autres ^d | Total |
|---|----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------|
| Dépenses totales de lutte contre la pollution | 173.6 | 128.9 | 35.9 | 59.0 | 397.3 |
| Part du total (%) | 43.7 | 32.4 | 9.0 | 14.9 | 100.0 |
| Part du PIB (%) ^a | 0.73 | 0.54 | 0.15 | 0.25 | 1.67 |
| dont : | | | | | |
| Secteur public | 74.8 | 15.7 | 6.3 | 25.4 | 122.1 |
| Part du PIB (%) ^a | 0.31 | 0.07 | 0.03 | 0.11 | 0.51 |
| dont : | | | | | |
| Investissements | 73.4 | 13.6 | 6.1 | 21.0 | 114.2 |
| Dépenses courantes | 1.4 | 2.0 | 0.2 | 4.4 | 8.0 |
| Secteur des entreprises ^b | 98.8 | 113.2 | 29.6 | 33.6 | 275.1 |
| Part du PIB (%) ^a | 0.42 | 0.48 | 0.12 | 0.14 | 1.16 |
| dont : | | | | | |
| Investissements | 34.8 | 21.3 | 22.2 | 9.7 | 88.1 |
| Dépenses courantes | 63.9 | 91.8 | 7.4 | 23.9 | 187.1 |
| dont : | | | | | |
| Agriculture, chasse, pêche, sylviculture | 2.3 | 3.8 | 1.9 | 1.2 | 9.1 |
| Industries extractives | 0.0 | 0.1 | 0.2 | 0.1 | 0.3 |
| Industries manufacturières | 24.2 | 7.4 | 16.2 | 8.7 | 56.4 |
| Électricité, gaz et eau | 50.1 | 3.2 | 4.9 | 3.6 | 61.8 |
| Autres ^b | 22.2 | 98.8 | 6.5 | 20.1 | 147.5 |

a) 1 % PIB = 237.6 milliards HUF en 2006.

b) Y compris les producteurs spécialisés de services environnementaux.

c) Y compris le traitement des eaux usées.

d) Y compris la lutte contre le bruit et la protection des paysages et de la nature.

Source : OCDE; KSH.

Le secteur public a été la principale source de financement du *premier Programme national pour l'environnement (PNE-I)*. L'objectif initial de consacrer 1.7 % du PIB aux investissements dans la lutte contre la pollution n'a pas été atteint et les investissements sont restés aux alentours de 1.1 % durant l'ensemble de la période. En revanche, les sommes dépensées au titre des autres problèmes d'environnement, de la conservation de la nature et de la recherche et développement sur la gestion de l'eau se sont accrues d'environ 6 milliards HUF par an pour passer à 13 milliards HUF en 2002. Les dépenses totales liées à la mise en œuvre des objectifs du *PNE-II* ont été de 588.7 milliards HUF (204.3 en 2003, 149.1 en 2004 et 235.3 en 2005). Le niveau de financement étant à la traîne par rapport au calendrier, le deuxième Programme national pour l'environnement a bénéficié de ressources du Fonds de cohésion et des Fonds structurels (dans le cadre du Plan de développement national et du Plan national de développement régional). Grâce aux Fonds structurels de l'UE, un Programme opérationnel sur l'environnement et les infrastructures a été mis au point pour 2004-06, avec une allocation de 111.2 milliards HUF (42.5 milliards HUF à la protection de l'environnement, 64.2 milliards HUF pour les infrastructures des transports, 4.4 milliards HUF pour l'assistance technique).

La *structure des financements* a changé radicalement depuis 2004. La part de l'*aide de l'UE* et du cofinancement intérieur a plus que doublé et, parallèlement, l'appui du budget de l'État a diminué. Pour la prochaine période de programmation de l'UE (2007-2013), un nouveau programme opérationnel de grande ampleur a été élaboré : le Programme opérationnel sur l'environnement et l'énergie, avec une allocation de 4.9 milliards EUR pour la période. Ce programme représente environ 17 % du total des fonds de l'UE alloués à la Hongrie pour la période 2007-13, qui représentent eux-mêmes une allocation annuelle de près de 4.8 % du PIB de la Hongrie¹⁰. Les sommes les plus importantes ont été affectées à l'assainissement (30 %), à l'amélioration de la qualité de l'eau potable (15 %) et à la gestion des déchets (9 %).

Il est donc important pour la Hongrie de renforcer sa *capacité d'absorption des fonds de l'UE*. Le cofinancement sera vraisemblablement un problème pour les petites municipalités qui pourraient avoir du mal à lever les fonds de contrepartie nécessaires. On craint aussi que les demandeurs n'aient pas l'expertise voulue pour soumettre des projets répondant aux critères. L'augmentation des financements de l'UE étant concomitante à une baisse du personnel dans la fonction publique, la Hongrie devra s'assurer que l'administration dispose d'une *expertise technique et économique* suffisante pour réaliser des études d'impact sur l'environnement et des analyses coût-avantages lorsqu'elle établira les priorités entre projets candidats au financement de l'UE, et pour assurer à l'efficacité-coût une place centrale dans les critères de décision.

2. Mise en œuvre des politiques environnementales

2.1 Objectifs de la politique environnementale

Deux programmes nationaux pour l'environnement ont été mis au point durant la période considérée, avec des calendriers et des objectifs quantitatifs : le PNE-I couvrant la période 1997-2002 et le PNE-II couvrant la période 2003-2008. Ces programmes¹¹ ont été évalués, réexaminés et ajustés périodiquement en fonction de l'évolution des conditions économiques (encadré 5.2).

De larges objectifs de planification environnementale sont fixés par le PNE-II : protéger les écosystèmes; assurer une interface équilibrée entre le social et l'environnemental, eu égard essentiellement à la nécessité d'assurer un environnement sain à la population; intégrer les aspects environnementaux dans la politique de développement économique et découpler les pressions environnementales de la croissance économique; renforcer les connaissances scientifiques sur les processus et incidences environnementaux; et améliorer la sensibilisation aux problèmes d'environnement et la coopération institutionnelle.

Le PNE-II s'appuie sur l'expérience du PNE-I et du sixième Programme d'action environnementale de l'UE pour 2006. Si le PNE-I avait une approche sectorielle, le PNE-II reconnaît le caractère pluridimensionnel des problèmes environnementaux et exige la coopération entre les différents organes administratifs au niveau central et local ainsi qu'un partenariat plus étroit entre les autorités publiques et les acteurs sociaux et économiques, y compris les NGO et les institutions académiques.

La mise en œuvre du PNE-II s'appuie sur neuf programmes d'action thématiques : i) sensibilisation environnementale; ii) changement climatique; iii) hygiène de l'environnement et sécurité des aliments; iv) qualité de l'environnement urbain; v) conservation de la biodiversité et protection des paysages; vi) qualité de l'environnement rural et utilisation des terres; vii) protection et utilisation durable de l'eau; viii) gestion des déchets; et ix) sécurité environnementale. Chaque programme d'action thématique définit des actions et des objectifs qualitatifs, des cibles quantitatives et des indicateurs de performance (tableau 5.6). Pour le suivi du PNE-II global, des macro-indicateurs doivent être mis au point. Les programmes d'action thématiques comprennent des objectifs et des actions au niveau sectoriel (par exemple, le Programme national d'action pour l'hygiène de l'environnement, le Plan national sur la gestion des déchets, le Programme d'amélioration de la qualité de l'eau potable). Les interactions entre le PNE-II et la première Stratégie nationale de développement durable de la Hongrie n'ont pas été précisées.

Tableau 5.6 Finalités, objectifs et réalisations intermédiaires du PNE-II, 2003-08

| Finalité | Indicateur | Année de référence 1999/2000 | Objectif 2008 | Réalisation 2005 ^a |
|--|---|--|--|---|
| Réduction de la pollution de l'air | Part de la superficie du pays touchée par la pollution atmosphérique | 11 % | 5-8 % | 6.3 % |
| | Part de la population du pays affectée par la pollution atmosphérique | 40 % | 20-25 % | 35.9 % |
| | Émissions de SO ₂ | 594.7 kt | 500 kt (2010) | 129.3 kt ^b |
| | Émissions de NO _x | 210.5 kt | 198 kt (2010) | 202.7 kt ^b |
| | Émissions de COV | 170.4 kt | 137 kt (2010) | 177.5 kt ^b |
| | Émissions d'ammoniac | 71 kt | 90 kt (2010) | 80.1 kt ^c |
| Réduction des impacts polluants globaux sur l'air | Émissions nettes de GES | 82 Mt | 6 % au-dessous du niveau 1985-1987 (2008-12) | 80.2 Mt (en termes bruts) ^b 75.7 Mt (en termes nets) ^d |
| Protection quantitative et qualitative des eaux souterraines | Pourcentage de puits pollués par des nitrates | 3.6 % | 2 % | Pas d'amélioration |
| Gestion des crues | Pourcentage de digues conformes aux normes | 62 % | 75-80 % | Pas d'amélioration |
| Conservation des sols | Superficies affectées par l'érosion hydrique | 2.3 millions ha | Réduction de 10 % | Pas d'amélioration |
| Conservation et extension des zones naturelles protégées | Superficie totale et part des superficies naturelles protégées | 857 327 ha 9.2 % | 1 024 000 ha 11 % | 875 000 ha 9.4 % |
| | Conservation des forêts | Pourcentage de terres boisées | 19.2 % | 20 % |
| | Pourcentage de zones boisées en essences indigènes | 9.5 % | 10.5 % | 10.8 % |
| | Établissement du réseau Natura 2000 de la Hongrie | Part de la superficie du pays incluse dans les sites Natura 2000 | 0 | 15 % |
| Utilisation durable des ressources naturelles | Part des sources d'énergie renouvelables dans les ATEP | 3.6 % | 5 % | 5.3 % |
| Renforcement de la sécurité des aliments | Surfaces en agriculture biologique | 85 000 ha | 300 000 ha | 129 000 |
| Adoption d'un mode de vie respectueux de l'environnement | Part des ordures ménagères faisant l'objet d'une collecte sélective | 3 % | 35-40 % | 13 % (2004) |
| | Pourcentage de réutilisation, de récupération et de recyclage des déchets | 30 % | 50 % | 11.8 % (2004) |

Tableau 5.6 **Finalités, objectifs et réalisations intermédiaires du PNE-II, 2003-08** (suite)

| Finalité | Indicateur | Année de référence 1999/2000 | Objectif 2008 | Réalisation 2005 ^a |
|--|---|----------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| Amélioration de l'environnement urbain | Espaces verts par habitant en zone urbaine | 38.7 m ² par habitant | 45 m ² par habitant | 17.8 m ² par habitant |
| | Pourcentage de la population alimentée en eau potable de qualité insuffisante | 27.4 % | 0 (2009) | 25.3 % |
| | Pourcentage d'eaux usées domestiques traitées (dans les zones non sensibles) | 46 % | 90 % (2015) | 66.5 % (2004) |

a) Sauf indication contraire.

b) Données OCDE sur l'environnement : Compendium.

c) Convention de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance – données officielles sur les émissions.

d) Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – données officielles sur les émissions.

Source : KvVM.

Le PNE-II envisage un renforcement du principe pollueur-payeur, un ajustement graduel des redevances d'utilisation en vue d'une récupération complète des coûts et la réforme du système de subventions pour assurer une plus grande participation du secteur financier (par exemple, par des bonifications d'intérêts).

L'examen des performances environnementales réalisé par l'OCDE en 2000 recommandait que la Hongrie s'emploie à :

- mieux faire respecter les lois et réglementations environnementales aux niveaux national, régional et local en renforçant les moyens dont disposent les inspections et en améliorant l'efficacité du système d'amendes pour non-conformité ;
- mettre en œuvre le Programme national pour l'environnement en vue de réaliser ses objectifs chiffrés conformément au calendrier fixé ; en surveiller et évaluer les progrès ;
- renforcer les moyens d'action du ministère de l'Environnement, notamment pour l'analyse économique, la planification stratégique et pour l'élaboration des lois et réglementations nécessaires afin de transposer la législation de l'UE ;
- renforcer les moyens dont disposent les autorités régionales pour améliorer l'infrastructure environnementale sur la base du principe pollueur-payeur et du principe utilisateur-payeur ;

Encadré 5.2 Processus de planification et de programmation national dans le domaine de l'environnement

La planification environnementale à moyen terme est définie par la loi LIII/1995, qui fixe les règles générales en matière de protection de l'environnement. Les *programmes nationaux pour l'environnement* (PNE) couvrent une période de six ans et sont approuvés par le Parlement. Les régions, les comtés et les communes doivent définir leurs plans respectifs de protection de l'environnement, en accord avec le plan national. Au cours de la première période de planification (1997-2002), la très grande majorité des régions et des comtés ont approuvé leurs plans. Toutefois, moins de 10 % des communes l'ont fait, et des financements spéciaux ont été accordés en 2001 pour aider les collectivités locales dans leur processus de planification.

Les PNE sont appliqués sur la base de *plans d'action annuels* approuvés par le gouvernement et sont évalués tous les deux ans. Le *rapport d'évaluation biennal* est soumis au Parlement. Durant la seconde période de planification (2003-2008), un *comité intersectoriel* de haut niveau a été mis en place pour coordonner l'exécution du programme. Des représentants des ministères et des conseils régionaux participent aux travaux du comité, qui fait rapport au Conseil national de l'environnement. Le comité mène ses activités par le biais de sous-comités (un pour chaque *programme d'action thématique, PAT*), qui comprennent des représentants des municipalités et des secteurs sociaux, environnementaux et économiques. Chaque sous-comité élabore un rapport d'étape annuel et un plan d'application du PAT, les ressources humaines et financières étant affectées en conséquence. Le comité intersectoriel examine les objectifs et priorités d'ensemble et établit le plan d'application et le budget annuels sur la base des travaux des sous-comités, pour approbation finale par le gouvernement.

Les *dépenses totales prévues au titre du PNE-II* sont de 4 200 milliards HUF (prix de 2002), dont la moitié financée sur le budget central. La part des ressources budgétaires centrales dans le financement des programmes devrait revenir de 57 % environ dans les premières années d'application à 47 % en 2008. Les budgets municipaux et les fonds de l'Union européenne représentent chacun environ 13 % du total. Au cours des trois premières années d'application, la Hongrie s'est heurtée à des contraintes financières, et les dépenses au titre du PNE-II ont totalisé 588.7 milliards HUF, avec une contribution substantielle de l'UE.

- établir, avec les collectivités territoriales, l'industrie et les ONG, ainsi qu'avec les médias, des relations plus étroites et s'inscrivant davantage dans la durée afin de les sensibiliser aux problèmes d'environnement ;
- continuer à élaborer une stratégie de financement pour la mise en œuvre des politiques environnementales, notamment dans les domaines du traitement des

- eaux usées et de la gestion des déchets, en recourant davantage aux principes pollueur-payer et utilisateur-payer ;
- introduire des redevances d'émission pour les polluants de l'eau, de l'air et du sol ;
 - promouvoir la généralisation de l'éco-étiquetage et de l'étiquetage énergétique.

2.2 Cadre institutionnel et juridique

Institutions

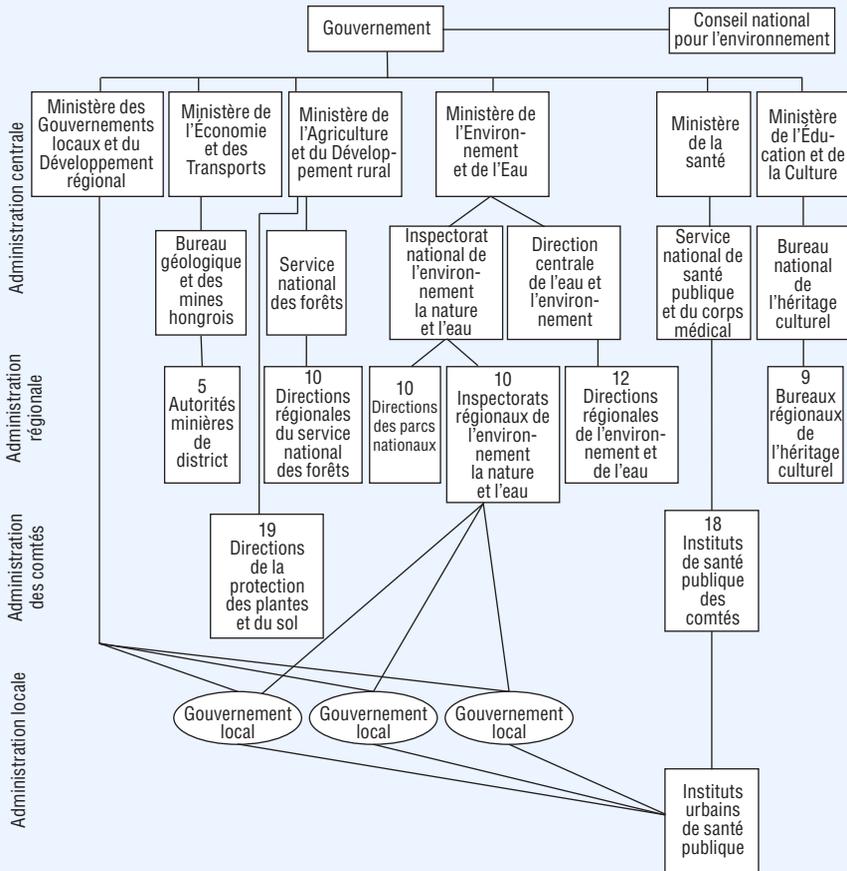
Depuis la transition économique, la gestion environnementale repose sur un *système à quatre niveaux*, les compétences étant partagées entre l'administration centrale, les administrations régionales, les comtés et les autorités municipales (figure 5.3).

Entre 2002 et 2005, le dispositif a été simplifié, avec la *fusion progressive des administrations de l'eau et de l'environnement*. Au niveau central, le KvVM rénové a repris les compétences pour la protection et la surveillance de la qualité de l'air ambiant préalablement exercées par le ministère de la Santé. Sa direction du développement a été mise en place pour gérer les fonds européens et internationaux.

Le KvVM conserve ses attributions concernant la planification stratégique, la législation et la coordination des activités nationales et internationales dans le domaine de l'environnement, alors que les activités de pure gestion ont été progressivement transférées à d'autres autorités. Le KvVM continue de partager (mais dans une moindre mesure que par le passé) les responsabilités de protection de l'environnement avec d'autres ministères, particulièrement en ce qui concerne les ressources naturelles et les activités minières (ministère de l'Économie), les terres agricoles et la sylviculture (ministère de l'Agriculture et du Développement rural) et les questions de santé liées à l'environnement (ministère de la Santé). Ces ministères coordonnent des organismes décentralisés au niveau de la région et/ou du comté.

La gestion des actifs a été dissociée des fonctions d'autorisation et de police de l'environnement. Le Bureau central de l'eau et de l'environnement a remplacé les trois autorités nationales précédemment chargées de la conservation de la nature, de la protection de l'environnement et de la gestion (qualitative et quantitative) de l'eau, et s'est vu confier les compétences de l'Institut de gestion de l'environnement, qui a été supprimé¹². En outre, douze *directions de l'environnement et de l'eau* et dix *directions des parcs nationaux* interviennent au niveau régional. Les communes gèrent des services environnementaux locaux tels que l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, ainsi que la collecte et le traitement des déchets urbains,

Figure 5.3 Structure administrative de la protection environnementale



Source : Ministère de l'Environnement et de l'Eau.

mais elles sont confrontées à des problèmes récurrents de ressources financières et humaines.

Les pouvoirs d'autorisation, d'inspection et de police dans tous les domaines environnementaux ont été regroupés au sein de l'Inspection nationale de l'environnement, de la nature et de l'eau (« *inspection centrale* ») et de dix *inspections régionales*. L'attribution des pouvoirs d'autorisation et de police de l'environnement à une autorité unique peut faciliter le flux d'informations et la mise

en œuvre de la réglementation. Les inspections régionales sont implantées dans les capitales des comtés¹³ et leur juridiction territoriale coïncide avec les limites des bassins versants. La charge de travail des inspections a augmenté du fait à la fois de la fusion des compétences et de l'extension du cadre réglementaire. L'inspection centrale est un membre actif du réseau de l'Union européenne pour l'application et le respect du droit de l'environnement (réseau IMPEL).

Il n'existe pas de mécanisme destiné à promouvoir la *coordination interinstitutionnelle*, surtout aux niveaux local et régional, hormis les comités créés pour l'application du PNE-II (encadré 5.2) et les comités interministériels sectoriels (notamment sur la politique énergétique). La Commission nationale du développement durable a été supprimée en 2003. La participation de la communauté scientifique, des entreprises et des ONG environnementales est assurée par le biais du Conseil national de l'environnement, organe consultatif gouvernemental créé en 1996.

Le nombre total des *agents des organes administratifs chargés de l'environnement* a augmenté régulièrement entre 1999 et 2003 pour atteindre 8 216. Toutefois, depuis lors, il y a eu de fortes compressions de personnel : en 2006, l'effectif était tombé à 6 745 agents (soit une baisse de près de 18 % par rapport à 2003). Cette contraction résulte des mesures de rationalisation (par exemple la suppression du chevauchement de tâches entre différents organes) et de l'ambitieux programme d'assainissement budgétaire de la Hongrie destiné à réduire un lourd déficit budgétaire¹⁴. En 2005, le *budget du KvVM* a été réduit de 30 %, ce qui a affaibli les capacités de gestion.

Contexte législatif

Le droit à un environnement sain est reconnu par la *Constitution hongroise*; la protection de l'environnement urbain et naturel est considérée principalement comme un moyen d'assurer à la population un niveau élevé de santé physique et mentale. Dans sa totalité, la période considérée se caractérise par la *consolidation de la législation environnementale, mais pas toujours à la lumière d'une analyse économique*. Le principal texte demeure la loi LIII/1995 (modifiée), qui fixe les règles générales pour la protection de l'environnement, et expose les principes fondamentaux et le cadre institutionnel de base dans le domaine de l'environnement. Les principales modifications législatives ont concerné la qualité de l'air ambiant, le changement climatique, la qualité de l'eau, la gestion des déchets et la conservation de la nature (tableau 5.7).

Dans sa plus grande partie, le droit hongrois de l'environnement est désormais déterminé *par les directives de l'UE*. La Hongrie a adhéré à l'Union européenne en

Tableau 5.7 Principaux textes législatifs et réglementaires dans le domaine de l'environnement

| | |
|------|--|
| 2000 | Loi XXV de 2000 sur la sécurité des produits chimiques |
| 2000 | Loi XLIII de 2000 sur la gestion des déchets |
| 2000 | Décret gouvernemental n° 33/2000. (III. 17.) sur certaines tâches relatives aux activités affectant la qualité des eaux souterraines |
| 2001 | Décret gouvernemental n° 20/2001. (II. 14.) relatif à l'étude d'impact sur l'environnement |
| 2001 | Décret gouvernemental n° 21/2001. (II. 14.) sur certaines règles relatives à la protection de l'air ambiant |
| 2001 | Décret gouvernemental n° 98/2001. (V. 15.) sur les conditions de manipulation des déchets dangereux |
| 2001 | Décret gouvernemental n° 193/2001. (X. 19.) sur les règles détaillées de la procédure uniforme d'autorisation environnementale (abrogé en 2005) |
| 2001 | Décret gouvernemental n° 203/2001. (X. 26.) sur certaines règles relatives à la protection de la qualité des eaux de surface (abrogé en 2004) |
| 2001 | Décret gouvernemental n° 213/2001. (XI. 14.) sur les conditions de traitement des ordures ménagères |
| 2001 | Décret n° 4/2001. (II. 23.) du ministre de l'Environnement sur les modalités détaillées de traitement des huiles usagées |
| 2001 | Décret n° 9/2001. (IV. 9.) du ministre de l'Environnement sur les règles détaillées de traitement des piles et accumulateurs usagés |
| 2001 | Décret conjoint n° 14/2001. (V. 9.) du ministre de l'Environnement, du ministre de la Santé et du ministre de l'Agriculture et du Développement rural sur les valeurs limites de qualité de l'air ambiant et sur les valeurs limites d'émission des sources stationnaires de pollution atmosphérique |
| 2001 | Décret n° 17/2001. (VIII. 3) du ministre de l'Environnement sur les règles concernant le contrôle, la surveillance et l'évaluation de la qualité de l'air ambiant et des sources stationnaires de pollution atmosphérique |
| 2001 | Décret n° 23/2001. (XI. 13.) du ministre de l'Environnement sur les valeurs limites technologiques d'émission des installations de combustion d'une puissance calorifique comprise entre 140 kWth et 50 MWth |
| 2001 | Décret n° 22/2001. (X. 10.) du ministre de l'Environnement sur les règles et conditions de la mise en décharge des déchets, et sur la fermeture et le suivi des décharges |
| 2002 | Décret gouvernemental n° 94/2002. (V. 5.) sur les emballages et sur les règles détaillées de traitement des déchets d'emballage |
| 2002 | Décret gouvernemental n° 271/2002. (XII. 20.) sur la mise en œuvre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, adoptée à Washington le 3 mars 1973 |
| 2002 | Décret n° 3/2002. (II. 22.) du ministre de l'Environnement sur les paramètres techniques, les conditions d'opération et les valeurs limites technologiques de l'incinération de déchets |
| 2002 | Décret n° 4/2002. (VII. 9) du ministre de l'Environnement et des Eaux sur les déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane |
| 2003 | Loi LXXIX de 2003 relative à la redevance sur la charge de pollution de l'environnement |
| 2003 | Décret gouvernemental n° 94/2003. (VII. 12.) sur les substances appauvrissant la couche d'ozone |
| 2003 | Décret conjoint n° 7/2003. (V. 16.) du ministre de l'Environnement et des Eaux et du ministre des Affaires économiques et des Transports sur les plafonds nationaux d'émission de certains polluants atmosphériques |
| 2003 | Décret n° 10/2003. (VII. 11.) du ministre de l'Environnement et des Eaux sur les conditions d'exploitation et les valeurs limites de pollution atmosphérique des installations de combustion d'une puissance calorifique de 50 MWth ou plus |

Tableau 5.7 Principaux textes législatifs et réglementaires dans le domaine de l'environnement (suite)

| | |
|------|--|
| 2003 | Décret n° 23/2003. (XII. 29.) du ministre de l'Environnement et des Eaux sur le traitement des déchets biologiques et sur les paramètres techniques du compostage |
| 2004 | Loi CXL de 2004 sur les règles générales applicables aux procédures et services administratifs |
| 2004 | Décret gouvernemental n° 219/2004. (VII. 21.) sur la protection des eaux souterraines |
| 2004 | Décret gouvernemental n° 220/2004. (VII. 21.) sur la protection de la qualité des eaux de surface |
| 2004 | Décret gouvernemental n° 221/2004. (VII. 21.) sur certaines règles de gestion des bassins hydrographiques |
| 2004 | Décret gouvernemental n° 264/2004. (IX. 23.) sur la reprise des déchets d'équipements électriques et électroniques |
| 2004 | Décret gouvernemental n° 267/2004. (IX. 23.) sur les véhicules en fin de vie |
| 2004 | Décret gouvernemental n° 272/2004. (IX. 29.) sur l'autorisation, la surveillance et la notification des émissions de gaz à effet de serre de certaines installations |
| 2004 | Décret gouvernemental n° 275/2004. (X. 8.) sur les zones de conservation de la nature d'importance communautaire |
| 2004 | Décret gouvernemental n° 276/2004. (X. 8.) sur les subventions publiques à la conservation de la nature et sur certaines règles de compensation monétaire |
| 2004 | Décret n° 15/2005. (X. 8.) du ministre de l'Environnement et des Eaux sur les règles détaillées de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques |
| 2004 | Décret n° 16/2005. (X. 8.) du ministre de l'Environnement et des Eaux sur la restriction de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques |
| 2004 | Décret n° 25/2004. (XII. 20.) du ministre de l'Environnement et des Eaux sur les cartes stratégiques du bruit et sur les règles détaillées d'établissement de plans d'action |
| 2004 | Décret n° 28/2004. (XII. 25.) du ministre de l'Environnement et des Eaux sur les valeurs limites des rejets de substances polluantes et sur les règles d'application correspondantes |
| 2005 | Loi XV de 2005 sur l'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre |
| 2005 | Décret gouvernemental n° 2/2005. (I. 11.) sur l'évaluation environnementale de certains plans et programmes |
| 2005 | Décret gouvernemental n° 109/2005. (VI. 23.) sur la reprise des piles et accumulateurs usagés |
| 2005 | Décret gouvernemental n° 143/2005. (VII. 27.) sur certaines règles d'application de la loi XV de 2005 sur l'échange de droits d'émissions de gaz à effet de serre |
| 2005 | Décret gouvernemental n° 311/2005. (XII. 25.) sur les règles régissant l'accès du public à l'information environnementale |
| 2005 | Décret gouvernemental n° 314/2005. (XII. 25.) sur la procédure uniforme d'autorisation environnementale |
| 2005 | Décret n° 24/2005. (IX. 13.) du ministre de l'Environnement et des Eaux sur les règles de vérification des émissions de gaz à effet de serre |
| 2006 | Décret gouvernemental n° 27/2006. (II. 7.) sur la protection des eaux contre la pollution par les nitrates de source agricole |
| 2006 | Décret gouvernemental n° 348/2006. (XII. 23.) sur les règles détaillées de protection, de détention, d'utilisation et de présentation d'espèces animales protégées |
| 2006 | Décret n° 20/2006. (IV. 5.) du ministre de l'Environnement et des Eaux sur la mise en décharge de déchets et sur certaines règles et conditions relatives aux décharges |
| 2006 | Décret n° 40/2006. (X. 6.) du ministre de l'Environnement et des Eaux sur les normes de qualité de l'environnement relatives aux substances polluantes des eaux de surface et sur leur application |
| 2006 | Décret n° 45/2006. (XII. 8.) du ministre de l'Environnement et des Eaux sur l'identification cadastrale des sites de conservation de la nature d'importance communautaire |

Source : KvVM.

mai 2004, après une période de préadhésion marquée par d'intenses efforts pour transposer correctement l'acquis communautaire environnemental : quelque 300 textes de loi nouveaux ou modifiés ont été adoptés. La Hongrie a eu besoin de quelques périodes de transition pour mettre en œuvre la législation européenne sur : *la gestion des déchets* (règlements n° 259/93 et 2557/2001 sur les transports de déchets; directive 94/62/CE sur les emballages et les déchets d'emballage; directive 94/67/CE sur l'incinération des déchets dangereux), *la pollution atmosphérique due aux grandes installations de combustion* (directive 2001/80/CE), *l'eau potable* (directive 98/83/CE) et *le traitement des eaux résiduaires urbaines* (directives 91/271/CEE et 98/15/CE). Les délais ont été intégralement tenus en ce qui concerne les déchets et les grandes installations de combustion. Des programmes d'investissement cofinancés par l'UE (programme d'amélioration de la qualité de l'eau potable et programme national d'action sur la collecte et l'épuration des eaux résiduaires urbaines) ont été appliqués, quoique avec un certain retard, en vue de respecter les dates limites de 2008, 2010 et 2015 pour le secteur de l'eau (chapitre 3).

Depuis l'adhésion, la Hongrie a connu quelques retards dans la transposition de la législation de l'UE. Néanmoins, depuis 2005, le *droit national est compatible avec les directives de l'UE* et la Hongrie n'a fait l'objet que de deux procédures d'infraction pour application insuffisante du droit communautaire (dans les secteurs de l'air et de l'eau) (CCE, 2006a). Une mise en œuvre effective de la législation environnementale récente exige un renforcement des capacités de gestion environnementale, surtout au niveau local, ainsi que des programmes d'investissement massifs dans un certain nombre de domaines.

2.3 La réglementation et son application

Délivrance de permis environnementaux et études d'impact

Les inspections régionales sont les principales *autorités chargées de délivrer des permis* pour la plupart des questions environnementales (étude d'impact sur l'environnement, émissions dans l'atmosphère, rejets d'effluents, traitement des déchets), avec l'intervention directe des communes. L'inspection centrale délivre des autorisations concernant certains aspects de portée nationale (exportation ou importation de déchets, échange de droits d'émissions, etc.) et fait fonction d'instance de recours à l'égard des décisions prises par les inspections régionales. Le KvVM conserve quelques pouvoirs d'autorisation dans des cas particuliers (allocation de quotas aux nouveaux entrants dans le système d'échange de droits d'émission), coopère avec l'inspection centrale pour la délivrance de permis spécifiques (organismes génétiquement modifiés, par exemple) et fait office d'instance de recours à l'égard des décisions prises par l'inspection centrale.

La Hongrie applique traditionnellement une *procédure d'autorisation intégrée* basée sur l'étude d'impact sur l'environnement (EIE). L'ensemble de la procédure d'autorisation a été modifiée en 2001 avec l'introduction du système européen de prévention et de réduction intégrées de la pollution (PRIP), et en 2005 avec la fusion des autorisations EIE et PRIP en une procédure coordonnée : s'agissant des activités relevant de la PRIP, la délivrance de l'autorisation PRIP dépend des conclusions de l'EIE. La décision relative à l'EIE est contraignante à la fois pour l'opérateur et pour les autres autorités (par exemple, les autorités chargées de délivrer les permis de construire). La procédure EIE reste un processus à deux étapes, avec une évaluation préliminaire et, le cas échéant, une EIE détaillée¹⁵, mais elle prévoit désormais une *consultation plus large des autorités environnementales ainsi qu'une audition publique* dans la phase préliminaire. En particulier, la direction des parcs nationaux concernée et l'institut du comté en charge de la santé publique interviennent dans le processus. En outre, des dispositions ont été ajoutées de manière à assurer la participation des pays voisins en cas d'impact transfrontalier sur l'environnement. Au cours de la décennie écoulée, l'EIE a contribué à la prise en compte des préoccupations d'environnement au stade du projet; chaque année, en moyenne, 300 projets ont bénéficié d'un permis EIE, tandis que 20 projets ont été rejetés ou retirés (tableau 5.8).

Les *activités soumises à une procédure PRIP/EIE sont plus variées* que ne l'exigent les directives correspondantes de l'UE (elles comprennent notamment les activités minières), et pour certaines activités les valeurs limites sont plus strictes (centrales électriques thermiques, stations d'épuration des eaux usées, par exemple). Dans nombre de cas, la délivrance d'un permis est subordonnée à la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles. En 2006, on comptait 1 048 installations

Tableau 5.8 **Études d'impact sur l'environnement, 1998-2006**

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 1998-2006 |
|----------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-----------|
| Procédures EIE engagées | 497 | 502 | 527 | 587 | 532 | 589 | 574 | 578 | 489 | 4 875 |
| Permis environnementaux délivrés | 250 | 277 | 303 | 341 | 321 | 294 | 329 | 298 | 269 | 2 682 |
| Demandes refusées | 12 | 12 | 15 | 13 | 11 | 15 | 19 | 18 | 20 | 135 |
| Demandes retirées | 5 | 2 | 5 | 7 | 6 | 8 | 7 | 9 | 3 | 52 |
| Procédures annulées | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |

Source : KvVM.

PRIP en Hongrie, 590 permis PRIP avaient été délivrés, et neuf documents d'orientation sur la meilleure technique disponible (MTD) au plan national avaient été publiés, ainsi que 11 résumés de documents de référence relatifs à la MTD.

La *gestion des risques industriels* n'est pas intégrée dans le système général de délivrance de permis; elle relève de la direction nationale de la gestion des catastrophes au ministère de l'Intérieur, en collaboration avec l'Office national des licences commerciales. Ces autorités sont chargées de mettre en œuvre la directive Seveso II de l'UE, conformément à la législation nationale révisée en 2006. En 2005, la Hongrie comptait 47 établissements dits à seuil haut¹⁶, ayant tous fait l'objet d'un rapport de sécurité et d'un plan d'urgence interne (sur site) comme l'exige la directive (CEE, 2006b). Des plans d'urgence externes (hors site) étaient disponibles pour 90 % des établissements à seuil haut (moyenne UE : 68 %) et la totalité de ces plans avaient été testés au moins une fois (moyenne UE : 40 %). Les exploitants d'installations et les maires partagent la responsabilité de l'information des populations locales, et le rapport de sécurité est rendu public. L'autorisation de nouvelles installations requiert une audition publique.

Il est envisagé d'instaurer des *garanties financières pour les atteintes à l'environnement* liées aux décharges ou aux activités minières, ainsi qu'une assurance responsabilité civile pour un certain nombre d'activités dangereuses, en vue de mettre en œuvre la directive de l'UE sur la responsabilité environnementale (2004/35/CE).

L'*évaluation environnementale stratégique* (EES) des plans et programmes a été instaurée en 2005, après transposition de la directive européenne correspondante. La législation nationale exige une EES pour certains plans et programmes, notamment : les plans et programmes de développement nationaux et régionaux, les plans d'occupation des sols régionaux et municipaux, les plans de gestion des déchets (à tous les niveaux d'administration), les plans agricoles, la stratégie nationale de gestion de l'eau et les programmes connexes, les plans de gestion des bassins versants et les plans de développement du réseau routier.

Surveillance et police de l'environnement

Les inspections régionales sont les principales *autorités chargées de la surveillance et de la police de l'environnement*. Il leur appartient de surveiller la qualité de l'air ambiant (chapitre 2) et des eaux souterraines et superficielles (chapitre 3). Ce sont leurs propres laboratoires qui effectuent les prélèvements et les analyses. Les exploitants d'installations PRIP doivent effectuer une autosurveillance et faire rapport aux inspections régionales. La Hongrie a mis en place le Registre européen des émissions de polluants et progresse dans l'établissement du *Registre européen des rejets et des transferts de polluants*, qui est plus complet.

Les *inspections* sont effectuées à intervalles réguliers, mais aussi de façon ponctuelle. Le calendrier des inspections régulières est fixé dans le programme de travail annuel de chaque inspection et approuvé par l'Inspection centrale. Certaines lois sectorielles définissent la fréquence des inspections (loi sur les eaux de surface et les émissions dans l'atmosphère, par exemple) et, pour les installations PRIP, il est obligatoire d'effectuer au moins une inspection annuelle sur site. Les inspections ponctuelles sont effectuées en cas de plaintes, de niveaux de pollution supérieurs aux valeurs limites (enregistrés par les stations de contrôle automatiques), de travaux de remise en état de l'environnement et d'accidents. Toutefois, les inspections régionales consacrent beaucoup de leur temps à fournir un soutien technique à d'autres autorités et à des opérateurs privés, ce qui n'en laisse guère pour les inspections (10 % dans certaines inspections régionales). En 2006, un projet de formation aux inspections environnementales a été mené en coopération avec les Pays-Bas. En cas d'*infraction aux réglementations environnementales*, une amende est imposée et/ou l'activité peut être soumise à restrictions, suspendue ou définitivement arrêtée. En cas d'atteinte à l'environnement, l'exploitant responsable doit assurer la remise en état. Les coûts d'inspection sont partiellement couverts par les droits d'inspection acquittés par les opérateurs en infraction.

La coopération des inspections environnementales avec les autorités policières et douanières s'est améliorée, et des accords bilatéraux spécifiques ont été conclus entre ces autorités. Depuis 2005, des inspections conjointes sont menées par les « *Commandos verts* » (équipes spéciales d'experts des inspections de l'environnement, de la protection civile, de la police, de l'autorité des transports, des sapeurs-pompiers, des services de santé et des douanes). Ces inspections conjointes concernent principalement la production, le transport et l'élimination de matières dangereuses.

Depuis 2005, la direction nationale de la gestion des catastrophes et l'Office national des licences commerciales ont *inspecté les installations Seveso II* tous les 12 ou 24 mois, suivant la quantité de substances dangereuses détenues. En 2003, un manuel d'instructions spécifique a été élaboré dans le cadre d'un projet conjoint financé par l'UE. En 2005, cinq installations avaient été jugées non conformes, et quatre d'entre elles ont été contraintes de limiter leurs activités jusqu'à ce que la conformité soit rétablie.

Le régime de *sanctions* a été considérablement durci, aussi bien au niveau administratif qu'au niveau pénal. Pendant la période examinée, de nouvelles *amendes* environnementales ont été instaurées (sur la gestion des déchets, les eaux de surface, le réseau d'assainissement, les eaux usées, la pollution par les nitrates) et d'autres ont été révisées (pollution de l'air, ozone). Le montant des amendes dépend de la gravité

de l'infraction; en particulier, les infractions répétées donnent lieu à des amendes plus lourdes. Les inspections ont une certaine marge de souplesse pour définir le montant d'une amende. Le recouvrement a été confié aux autorités fiscales, qui ont des pouvoirs d'exécution plus importants. Une fraction de 30 % du produit des amendes est redistribuée aux communes où sont implantées les installations non conformes. Le *produit des amendes environnementales* a augmenté de plus de 80 % en termes réels sur la période 2002-05, en raison d'un ajustement du montant des amendes mais aussi d'une augmentation du nombre d'inspections (tableau 5.9). De fait, le nombre d'amendes infligées a augmenté de plus de 40 %. Toutefois, environ un quart d'entre elles restent impayées (c'est le cas surtout des infractions concernant l'air, les déchets, les eaux usées et le bruit). Le secteur des eaux usées enregistre le plus grand nombre de cas d'infractions, suivi par le secteur de l'air, mais près de 70 % des recettes sont liées aux infractions à la législation sur la qualité de l'air.

En ce qui concerne les sanctions pénales, les *délits environnementaux* sont poursuivis en Hongrie depuis la fin des années 70, et le régime correspondant a fait l'objet d'une révision approfondie en 2004-05. Les délits environnementaux, passibles de peines de détention (jusqu'à huit ans, suivant le type d'infraction) sont les suivants : délits généraux relatifs à des atteintes à l'environnement; dommages aux habitats naturels, à la flore et à la faune protégés; évacuation illégale de déchets dangereux et non dangereux; chasse illégale et mauvais traitements aux animaux;

Tableau 5.9 Recettes au titre des amendes^a, 2002-05

| | Recettes (milliers HUF) | | | | Part (%) | |
|--------------------------------------|-------------------------|-------|---------|---------|------------------|------------------------|
| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | Recettes totales | Nombre total d'amendes |
| Déchets | 86.8 | 39.3 | 50.2 | 88.1 | 7.0 | 13.0 |
| Air | 449.8 | 358.8 | 952.9 | 841.9 | 68.5 | 31.8 |
| Eaux usées | 129.7 | 188.4 | 124.2 | 306.3 | 19.7 | 41.0 |
| Assainissement | 23.1 | 31.5 | 37.5 | 38.6 | 3.4 | 4.6 |
| Eaux souterraines | 0 | 4.5 | 10.4 | 1.9 | 0.4 | 0.5 |
| Bruit | 12.4 | 6.7 | 7.0 | 4.3 | 0.8 | 3.3 |
| Amendes administratives ^b | 0.6 | 0 | 2.5 | 2.7 | 0.2 | 5.8 |
| Total | 702.5 | 629.3 | 1 185.0 | 1 284.1 | 100.0 | 100.0 |

a) Prix constants de 2002.

b) Non-respect d'obligations administratives (notification, par exemple)

Source : KvVM, OCDE.

utilisation abusive de matières nucléaires; infractions à la législation sur les installations nucléaires.

En 2005, le nombre des *agents chargés de l'inspection environnementale* ainsi que des gardes, douaniers et agents de police, a été réduit de 50 %, ce qui a affaibli les capacités opérationnelles. On estime que les petites et moyennes entreprises se caractérisent par un taux élevé de non-conformité et de non-paiement des redevances environnementales. Des cas fréquents d'activités illégales liées à l'environnement ont été signalés ces dernières années (contrebande de carburant de mauvaise qualité, chasse illégale, transport illégal de déchets dangereux, etc.).

2.4 Instruments économiques

Depuis le dernier examen réalisé par l'OCDE, la Hongrie a recouru davantage aux instruments économiques et a fait des progrès dans la mise en œuvre du principe pollueur-payeur. Les entreprises hongroises participent au système européen d'échange de droits d'émission de dioxyde de carbone (chapitres 2 et 8).

Les redevances sur l'utilisation et le prélèvement d'eau (chapitre 3), la collecte et l'élimination des déchets, les activités minières ou les modifications de l'utilisation des terres agricoles, ainsi que les redevances sur produit, ont été complétées en 2004 par une nouvelle *redevance sur la charge de pollution de l'air, de l'eau et des sols*. Au cours de la première année d'application, celle-ci a rapporté quelque 6.5 milliards HUF (tableau 5.2). Le montant exigible a été progressivement relevé pour atteindre 100 % de la taxe en 2008 pour l'air et l'eau et en 2009 pour les sols. Les pollueurs qui entreprennent des opérations de récupération des déchets ont droit à un allègement des redevances sur la pollution de l'air et de l'eau à proportion du volume de déchets récupérés. C'est là un pas en avant très louable, étant donné que la Hongrie n'avait pas de redevance sur la pollution jusqu'ici. Néanmoins, les taux relativement bas de la redevance et les exemptions et réductions qui sont offertes risquent de nuire à son efficacité.

S'agissant de la *pollution de l'air*, la redevance sur la charge polluante est appliquée aux émissions de SO₂, de NO₂ et de particules non toxiques, respectivement à un taux unitaire de 50, 120 et 30 HUF/kg de substance émise. La redevance est acquittée par les exploitants d'installations soumises à autorisation. Une réduction de 50 % est accordée si l'exploitant met en place des équipements de dépollution. La redevance ne s'applique pas aux ménages, aux installations de chauffage urbain et aux transports.

En ce qui concerne la *pollution de l'eau*, la redevance sur la charge polluante s'applique à la demande chimique en oxygène (DCO), au phosphore, à l'azote et aux

métaux lourds. Elle varie entre 90 HUF et 220 000 HUF par kilo de polluant émis, le taux le plus bas s'appliquant à la DCO et le plus élevé au mercure. La redevance prend en compte la vulnérabilité des eaux réceptrices et le système de traitement des boues utilisé. Elle ne s'applique pas si un recyclage des eaux usées est en place et l'émetteur peut bénéficier d'une réduction de 50 % si des mesures de réduction de la pollution sont mises en œuvre. La redevance ne remplace pas les amendes pour rejets excessifs et elle s'applique également aux ménages.

En ce qui concerne la *pollution des sols*, la redevance est appliquée aux rejets d'eaux usées par des voies autres que le réseau public local d'assainissement. Le taux unitaire est de 120 HUF/m³ et s'applique au volume de consommation d'eau¹⁷, compte tenu de la qualité des nappes souterraines. Cette redevance a pour but d'inciter les ménages à utiliser les infrastructures publiques disponibles. On peut penser qu'elle a contribué à l'augmentation du nombre de personnes raccordées au réseau public d'assainissement.

La *redevance* annuelle moyenne sur les *déchets* des ménages hongrois a dépassé 12 080 HUF en 2005. Les redevances pour le traitement des ordures ménagères ont augmenté de façon spectaculaire au cours de la période examinée (+22 % en valeur réelle entre 2003 et 2005), ce qui a engendré des problèmes d'accessibilité financière. Néanmoins, elles couvrent presque exclusivement les coûts d'exploitation, et non les besoins d'investissement (CCE, 2006c).

Les *redevances sur produit* (tableau 5.10), qui frappent notamment les matériaux d'emballage, les pneus, les réfrigérateurs et produits réfrigérants et les piles, ont été instituées en Hongrie par la loi de 1995 relative aux redevances environnementales sur produit. Des résultats positifs en termes de gestion des déchets ont été obtenus grâce à l'application de ces redevances et à la réutilisation d'une partie des recettes connexes pour la collecte des piles usagées, des vieux réfrigérateurs, des emballages en papier et des pneus usagés. En 2004, le régime des redevances sur produit a fait l'objet d'une réforme majeure : le dispositif a été étendu aux appareils électroménagers et aux matériels électroniques, tandis que les conditions de paiement ont été modifiées. En ce qui concerne les emballages de boissons, la redevance n'est plus calculée en fonction du poids du produit mais du nombre d'articles mis sur le marché, l'objectif étant de réduire le volume des déchets. Des exonérations peuvent être sollicitées si un certain pourcentage du produit commercialisé est réutilisable (67 % pour les récipients de bière; 20 % pour les récipients de vin; 7 % pour les bouteilles d'eau minérale; 11 % pour les récipients de boissons gazeuses sucrées) et si un certain pourcentage des déchets provenant de ce produit est récupéré (60 % pour les emballages dits commerciaux). Les résultats préliminaires de la réforme de 2004 montrent que le recyclage des déchets d'emballage a augmenté pour atteindre 57 %

en 2005, grâce à la coopération avec l'industrie. Toutefois, les capacités du système hongrois de redevances sur produit ont été mises en cause par les ONG, qui ont jugé ce dispositif inadéquat et trop limité par rapport à d'autres pays. Elles font valoir que ces redevances devraient s'appliquer à d'autres matériaux (déchets de construction ou matériaux de démolition, par exemple) (Kiss, 2004).

En 2004, le *système volontaire de consignation* a été révisé. Il est appliqué par les producteurs et les distributeurs; les taux de consigne moyens sont compris entre 26 HUF et 60 HUF. Étant donné que ce régime volontaire n'a pas entraîné de modification notable des comportements, il est prévu de rendre la consigne obligatoire pour certains articles.

Tableau 5.10 **Redevances sur produit^a**, 1999-2006

| | 1999 | 2006 |
|--|--|---|
| Lubrifiants | 69.90 HUF/kg (huile de lubrification) | 97 HUF/kg (huile de lubrification) |
| Carburants | 2.3-2.5 HUF/litre (essence et gazole) | s.o. |
| Matériaux d'emballage | 2-10 HUF/kg | 6-44 HUF/kg 3-25 HUF/unité (sacs en plastique) 10-60 HUF/unité (récipient de boisson) |
| Pneus | 35 HUF/kg (pneus neufs) 140 HUF/kg (pneus usagés importés) | 110 HUF/kg |
| Réfrigérateurs et réfrigérants | Réfrigérateurs : 812.5-3 775 HUF/unité Réfrigérants : 147 HUF/kg (HCFC/mélange de HCFC); 590 HUF/kg (HCFC/mélange de HCFC importés, régénérés ou régénérables); 1 748 HUF/kg (CFC/mélange de CFC importés, régénérés) | Réfrigérateurs: 2 443-11 344 HUF/unité Réfrigérants : 907 HUF/kg |
| Piles | 45-63 HUF/kg | 112-156 HUF/kg |
| Matériaux en papier pour publicité | s.o. | 26 HUF/kg |
| Dispositifs électroniques | s.o. | 83-100 HUF/kg |
| Système de consignation des emballages | 20-30 HUF/bouteille en verre 28-65 HUF/bouteille en plastique | 26-60 HUF/article |

s.o. = sans objet.

a) À prix courants.

Source : KvVM, OCDE.

2.5 Instruments volontaires

L'adoption par l'industrie d'*accords volontaires n'est réglementée que depuis fin 2005*¹⁸. À ce jour, aucun accord de ce type n'a été conclu dans le domaine de la gestion environnementale, hormis l'accord de gestion en commun entre les sociétés soumises au système européen d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre, y compris les filiales du groupe pétrolier et gazier hongrois (MOL). Toutefois, ces accords visent principalement à rationaliser la gestion et la fiscalité.

Un *système national d'éco-étiquetage* a été institué en 1997, et révisé en 2004 avec l'introduction de dix nouveaux groupes de produits éligibles. Ce dispositif est géré par l'Organisation hongroise d'éco-étiquetage (HELO), société d'intérêt public entièrement contrôlée par le ministère de l'Environnement et des Eaux. La procédure de demande est ouverte, continue et volontaire pour tous les fabricants, prestataires de services et distributeurs, étrangers et nationaux. En 2007, des prescriptions environnementales étaient spécifiées pour 51 groupes de produits, et 31 entreprises avaient reçu le label. En revanche, la participation à l'écolabel de l'UE est négligeable (deux entreprises).

La possibilité d'inclure des *prescriptions environnementales dans les procédures de marchés publics* a été instaurée en 2003. En 2006, la ville de Budapest a été la première autorité locale à approuver une réglementation écologique des marchés publics, sur la base d'un manuel publié par le Centre d'études environnementales (organisme indépendant à but non lucratif) (chapitre 7).

Les entreprises hongroises font preuve d'un vif intérêt envers les *audits d'environnement et la gestion environnementale*. Une vingtaine de sociétés de conseil offrent des services d'audit environnemental. La gestion environnementale est encouragée par KOVET, l'association hongroise des entreprises pour une gestion sensible à l'environnement. Au cours de la période examinée, le nombre de sociétés certifiées ISO 14001 est passé de 60 en 1999 à 1 140 en 2006. Cela représente 112 entreprises certifiées ISO pour 1 000 habitants et 6.5 sociétés par milliard USD de PIB, chiffres très supérieurs aux moyennes de la zone OCDE-Europe (102 et 3.9, respectivement). Cependant, seulement huit entités sont enregistrées dans le cadre plus strict du Système communautaire de gestion environnementale et d'audit (EMAS). L'inspection centrale est l'autorité compétente pour l'EMAS. Les organisations certifiées EMAS et ISO bénéficient de certains avantages pour l'accès aux aides financières publiques (accès prioritaire ou octroi d'un montant plus élevé).

Notes

1. Depuis 2000, la consommation finale totale d'énergie a augmenté régulièrement, car la demande d'énergie pour les transports routiers et le chauffage domestique a plus que compensé la baisse de la demande de l'industrie. La progression de la demande des ménages peut s'expliquer par l'augmentation de la superficie moyenne des appartements et une utilisation accrue des appareils domestiques.
2. Les industries de traitement ont accru le recyclage de l'eau de 25 %, alors que la demande d'eau des industries de fabrication de machines et de matériels a été réduite de 80 %.
3. La diminution de l'utilisation d'engrais dans les années 90 coïncide avec le net recul de l'élevage et la baisse correspondante de la collecte de fumier, alors que l'utilisation de pesticides s'est accrue dans une large mesure au même rythme que la production agricole.
4. Ce chiffre est très élevé car les auteurs de l'étude ont inclus dans leur estimation une évaluation du coût de la non-intériorisation des dommages à l'environnement.
5. En 1998, la taxation du gazole et de l'essence sans plomb se situait entre 60 % et 70 % du prix final.
6. L'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable sont des éléments clés du Plan de développement national 2004-06 (PDN-I).
7. D'après le Centre d'information sur l'efficacité énergétique (établi en 2000 sous l'égide du PNUD et du FEM), le rendement moyen d'une centrale électrique à gaz en Hongrie est de 38 % contre 45, 47 et 53 %, respectivement, en Allemagne, en Autriche et en France.
8. Le trafic routier de marchandises (en tonnes-kilomètre) s'est accru sensiblement au cours de la période considérée. Le trafic de fret ferroviaire s'est aussi accru, mais dans une moindre mesure.
9. En application de la directive de l'UE sur la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable sur le marché intérieur de l'électricité (2001/77/CE).
10. L'allocation de la Hongrie dans le Cadre financier de l'Union européenne pour 2007-2013 représente environ 2½ fois le montant annuel moyen alloué en 2004-2006. Le montant total disponible sur la période de programmation sera de 30 milliards EUR, ce qui comprend un cofinancement statutaire d'environ 5 milliards EUR. Globalement, l'allocation annuelle sera donc d'environ 4,8 % du PIB par an, alors que l'afflux financier net pour l'économie pourrait représenter l'équivalent d'environ 4 % du PIB.
11. Bien qu'ils soient appelés programmes, les PNE sont des instruments de planification et non des documents de programmation de l'investissement.
12. L'Institut de gestion de l'environnement était un organisme scientifique au service de l'ancien ministère de l'Environnement. Il a été supprimé en 2004 et son personnel a été transféré au KvVM.
13. Budapest, Szeged, Pécs, Győr, Miskolc, Nyíregyháza, Székesfehérvár, Szolnok, Szombathely, Debrecen. Deux autres bureaux d'inspection sont situés à Baja et Gyula.
14. En 2006, le déficit budgétaire atteignait 10 % du PIB.

15. La législation spécifie les activités nécessitant une procédure EIE détaillée. Dans ces cas, au cours de la phase préliminaire, l'inspection responsable détermine le champ d'action du rapport EIE détaillé. Dans les autres cas, l'inspection peut exiger une EIE détaillée sur la base des impacts potentiels sur l'environnement mis en évidence par l'évaluation préliminaire.
16. La directive Seveso classe les établissements ou les sites en fonction de la quantité de substances dangereuses qui y sont détenues. Les établissements à seuil haut, qui détiennent des quantités supérieures au seuil spécifié dans la directive, doivent respecter les prescriptions correspondantes.
17. La consommation d'eau est utilisée pour évaluer de façon approximative la quantité d'eaux usées non évacuée par le réseau public d'assainissement.
18. Loi de 2004 sur les règles générales applicables aux procédures et services administratifs, en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2005.

Sources principales

Les sources utilisées dans ce chapitre sont des documents produits par les autorités nationales, par l'OCDE et par d'autres entités. Voir également la liste des sites Internet en fin de rapport.

Agence de développement national (2005), *Towards a successful Hungary*, Budapest.

AIE (2007), *Energy Policies of IEA countries: Hungary 2006 Review*, OCDE/AIE, Paris.

CCE (Commission de la Communauté européenne) (2006a), *Seventh Annual Survey on the Implementation and Enforcement of Community Environmental Law 2005*, CCE, Bruxelles.

CCE (2006b), *Rapport sur l'application dans les États membres de la directive 96/82/CE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, pour la période 2003-2005*, CCE, Bruxelles.

CCE (2006c), *Strategic Evaluation on Environment and Risk Prevention under Structural and Cohesion Funds for the Period 2007-2013*, CCE, Bruxelles.

Kiss, K. (2004), *Environmentally Harmful Subsidies in the Hungarian Economy*, Clean Air Action Group- Lélegzet Foundation, Budapest.

KvVM (ministère hongrois de l'Environnement et des Eaux) (2004), *Programme national pour l'environnement 2003-2008*, KvVM, Budapest.

OCDE (2000), *Examens des performances environnementales : Hongrie*, OCDE, Paris.

OCDE (2007), *Études économiques de l'OCDE : Hongrie*, OCDE, Paris.

OCDE (2008), *Reforms for Stability and Sustainable Growth: An OECD Perspective on Hungary*, OCDE, Paris.

Office statistique central de Hongrie (2006), *Environmental Statistics Yearbook of Hungary 2005*, KSH, Budapest.

République de Hongrie (2003), *Strategic Reference Framework for the Cohesion Fund, Environment, for the Period 2004-2006*, Budapest.

Réseau IMPEL (2006), *Project on Review of Compliance Promotion, Inspection Practices and Enforcement for IPPC Installations*.

RÉFÉRENCES

- I.A Données sur l'environnement
- I.B Données économiques
- I.C Données sociales
- II.A Liste d'accords multilatéraux (mondiaux)
- II.B Liste d'accords multilatéraux (régionaux)
- III. Abréviations
- IV. Contexte physique
- V. Sites Internet liés à l'environnement

I.A: DONNÉES SUR L'ENVIRONNEMENT (1)

| | CAN | MEX | USA | JPN | KOR | AUS | NZL | AUT | BEL | CZE | DNK | |
|---|------|------|------|------|------|------|-------|------|------|------|------|------|
| SOLS | | | | | | | | | | | | |
| Superficie totale (1000 km ²) | 9971 | 1958 | 9629 | 378 | 100 | 7713 | 270 | 84 | 31 | 79 | 43 | |
| Principales zones protégées (% de la superficie totale) | 2 | 8.7 | 9.2 | 25.1 | 17.0 | 9.6 | 18.5 | 32.4 | 28.0 | 3.4 | 15.8 | 11.1 |
| Utilisation d'engrais azotés (t/km ² de terre agricole) | | 2.5 | 1.2 | 2.7 | 9.0 | 20.1 | 0.2 | 2.6 | 2.9 | 10.7 | 6.9 | 7.8 |
| Utilisation de pesticides (t/km ² de terre agricole) | | 0.06 | 0.04 | 0.08 | 1.24 | 1.20 | - | 0.02 | 0.09 | 0.69 | 0.10 | 0.11 |
| Densité des cheptels (eq. tête d'ovins/km ² de terre agricole) | | 192 | 256 | 191 | 1011 | 1560 | 62 | 685 | 492 | 1790 | 287 | 912 |
| FORÊTS | | | | | | | | | | | | |
| Superficie des forêts (% des terres) | | 45.3 | 33.9 | 32.6 | 68.9 | 63.8 | 21.4 | 34.7 | 41.6 | 22.4 | 34.1 | 12.7 |
| Utilisation des ressources forestières (récoltes/croissance) | | 0.4 | 0.2 | 0.6 | 0.4 | 0.1 | 0.6 | .. | 0.7 | 0.9 | 0.7 | 0.7 |
| Importations de bois tropicaux (USD/hab.) | 3 | 1.6 | 0.2 | 2.1 | 10.7 | 6.1 | 4.0 | 3.4 | 0.4 | 24.2 | 0.3 | 3.8 |
| ESPECES MENACÉES | | | | | | | | | | | | |
| Mammifères (% des espèces connues) | | 20.3 | 31.8 | 16.8 | 23.3 | 11.4 | 23.8 | 18.0 | 22.0 | 30.5 | 20.0 | 22.0 |
| Oiseaux (% des espèces connues) | | 9.8 | 16.2 | 11.7 | 13.1 | 6.3 | 13.0 | 21.0 | 27.7 | 28.1 | 50.0 | 16.3 |
| Poissons (% des espèces connues) | | 29.6 | 27.6 | 31.7 | 36.0 | 8.9 | 1.0 | 10.0 | 50.6 | 23.8 | 41.5 | 15.8 |
| EAU | | | | | | | | | | | | |
| Prélèvements d'eau (% du volume brut annuel disponible) | | 1.5 | 15.9 | 19.2 | 20.4 | 36.2 | 4.8 | 1.7 | 5.0 | 32.5 | 12.7 | 4.1 |
| Traitement public des eaux usées (% de population desservie) | | 72 | 35 | 71 | 67 | 79 | .. | 80 | 86 | 46 | 71 | 88 |
| Prises de poissons (% des prises mondiales) | | 1.2 | 1.4 | 5.3 | 4.7 | 1.7 | 0.2 | 0.6 | - | - | - | 1.1 |
| AIR | | | | | | | | | | | | |
| Émissions d'oxydes de soufre (kg/hab.) | | 64.0 | 25.9 | 44.8 | 5.9 | 8.5 | 123.6 | 20.4 | 3.2 | 13.8 | 21.4 | 4.0 |
| (kg/1000 USD PIB) | 4 | 2.1 | 2.9 | 1.2 | 0.2 | 0.4 | 4.2 | 0.9 | 0.1 | 0.5 | 1.2 | 0.1 |
| variation en % (1990-2005) | | -34 | -3 | -37 | -24 | -50 | 58 | 54 | -64 | -60 | -88 | -88 |
| Émissions d'oxydes d'azote (kg/hab.) | | 73.6 | 14.0 | 57.3 | 15.0 | 27.1 | 78.0 | 39.6 | 27.3 | 25.6 | 27.2 | 34.3 |
| (kg/1000 USD PIB) | 4 | 2.4 | 1.6 | 1.5 | 0.6 | 1.4 | 2.7 | 1.7 | 0.9 | 0.9 | 1.5 | 1.1 |
| variation en % (1990-2005) | | -1 | 14 | -26 | -6 | 5.0 | 25 | 58 | 7 | -26 | -63 | -32 |
| Émissions de dioxyde de carbone (t/hab.) | 5 | 17.0 | 3.7 | 19.6 | 9.5 | 9.3 | 18.5 | 8.5 | 9.4 | 10.7 | 11.6 | 8.8 |
| (t./1000 USD PIB) | 4 | 0.55 | 0.40 | 0.53 | 0.35 | 0.47 | 0.63 | 0.37 | 0.31 | 0.38 | 0.64 | 0.29 |
| variation en % (1990-2005) | | 28 | 33 | 20 | 15 | 98 | 45 | 63 | 34 | 3 | -23 | -6 |
| PRODUCTION DE DÉCHETS | | | | | | | | | | | | |
| Déchets industriels (kg/1000 USD PIB) | 4, 6 | .. | .. | .. | 40 | 40 | 20 | 10 | .. | 50 | 30 | 10 |
| Déchets municipaux (kg/hab.) | 7 | 420 | 340 | 750 | 400 | 380 | 690 | 400 | 560 | 460 | 290 | 740 |
| Déchets nucléaires (t./Mtep de ATEP) | 8 | 6.2 | 0.1 | 1.0 | 1.5 | 3.2 | - | - | - | 2.2 | 1.7 | - |

.. non disponible. - nul ou négligeable.

1) Les données se rapportent à la dernière année disponible. Elles comprennent des chiffres provisoires et des estimations du Secrétariat.

Les totaux partiels sont soulignés. Les variations de définition peuvent limiter la comparabilité entre les pays.

2) Catégories I à VI de l'UICN et zones protégées sans catégorie UICN assignée; les classifications nationales peuvent être différentes.

3) Importations totales de liège et de bois en provenance des pays tropicaux non-OCDE.

4) PIB aux prix et parités de pouvoir d'achat de 2000.

Source: Compendium de données OCDE sur l'environnement.

OCDE EPE / DEUXIÈME CYCLE

| FIN | FRA | DEU | GRC | HUN | ISL | IRL | ITA | LUX | NLD | NOR | POL | PRT | SLO | ESP | SWE | CHE | TUR | UKD* | OCDE* |
|------|------|------|------|-------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------------|-------------|
| 338 | 549 | 357 | 132 | 93 | 103 | 70 | 301 | 3 | 42 | 324 | 313 | 92 | 49 | 506 | 450 | 41 | 779 | 245 | 35042 |
| 9.1 | 13.3 | 31.5 | 5.2 | 8.9 | 9.5 | 1.2 | 19.0 | 17.1 | 18.9 | 6.4 | 29.0 | 8.5 | 25.2 | 9.5 | 9.5 | 28.7 | 4.3 | 30.1 | 16.4 |
| 5.9 | 7.6 | 10.4 | 2.9 | 5.8 | 0.7 | 7.9 | 5.2 | - | 13.8 | 10.1 | 4.8 | 2.3 | 3.7 | 3.5 | 5.2 | 3.6 | 3.6 | 6.3 | 2.2 |
| 0.06 | 0.27 | 0.17 | 0.12 | 0.17 | - | 0.05 | 0.58 | 0.33 | 0.41 | 0.08 | 0.06 | 0.40 | 0.16 | 0.14 | 0.05 | 0.10 | 0.06 | <i>0.21</i> | <i>0.07</i> |
| 290 | 514 | 689 | 245 | 207 | 65 | 1139 | 488 | 4351 | 2142 | 845 | 315 | 498 | 226 | 339 | 409 | 794 | 290 | <i>674</i> | 208 |
| 75.5 | 31.6 | 30.2 | 22.8 | 19.5 | 1.3 | 9.4 | 23.3 | 34.5 | 9.5 | 39.2 | 30.0 | 36.9 | 41.6 | 33.3 | 73.5 | 30.8 | 27.0 | 11.6 | 34.4 |
| 0.7 | 0.6 | 0.5 | 0.6 | 0.5 | - | 0.7 | 0.5 | 0.5 | 0.6 | 0.5 | 0.6 | 0.8 | 0.5 | 0.5 | 0.7 | 0.8 | 0.5 | 0.6 | <u>0.6</u> |
| 1.4 | 6.8 | 1.8 | 2.7 | 0.1 | 2.8 | 11.2 | 7.2 | - | 15.6 | 3.6 | 0.3 | 17.6 | 0.1 | 6.2 | 2.2 | 0.6 | 0.5 | 2.7 | 4.0 |
| 10.8 | 19.0 | 37.9 | 37.8 | 37.8 | - | 1.8 | 40.7 | 51.6 | 18.6 | 13.7 | 13.5 | 26.2 | 21.7 | 13.3 | 18.3 | 32.9 | 14.3 | <i>15.8</i> | .. |
| 13.3 | 19.2 | 27.3 | 1.9 | 14.5 | 44.0 | 5.4 | 18.4 | 23.1 | 21.6 | 16.1 | 7.8 | 38.1 | 14.0 | 26.9 | 17.5 | 36.4 | 3.7 | <i>16.2</i> | .. |
| 11.8 | 36.1 | 68.2 | 26.2 | 43.2 | - | 23.1 | 35.1 | 27.9 | 22.1 | 9.4 | 21.0 | 62.9 | 24.1 | 51.4 | 10.9 | 38.9 | 11.1 | <i>11.1</i> | .. |
| 2.1 | 17.5 | 18.9 | 12.1 | 4.8 | 0.1 | 2.3 | 44.0 | 3.3 | 10.0 | 0.9 | 18.3 | 12.0 | 1.3 | 33.3 | 1.5 | 4.7 | 19.1 | <i>22.4</i> | <i>11.5</i> |
| 81 | 79 | 93 | 56 | 60 | 50 | 70 | 69 | 95 | 99 | 76 | 59 | 60 | 52 | 55 | 85 | 97 | 42 | <i>98</i> | <u>68</u> |
| 0.1 | 0.7 | 0.3 | 0.1 | - | 1.9 | 0.3 | 0.3 | - | 0.6 | 2.7 | 0.2 | 0.2 | - | 0.9 | 0.3 | - | 0.5 | 0.7 | 26.2 |
| 13.0 | 7.6 | 6.8 | 49.1 | 12.8 | 27.5 | 17.0 | 7.1 | 6.3 | 3.8 | 5.2 | 33.2 | 20.7 | 16.5 | 28.9 | 4.4 | 2.3 | 26.9 | 11.8 | 25.7 |
| 0.4 | 0.3 | 0.3 | 2.2 | 0.8 | 0.8 | 0.5 | 0.3 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 2.7 | 1.1 | 1.2 | 1.3 | 0.1 | 0.1 | 3.4 | 0.4 | 1.0 |
| -73 | -65 | -90 | 16 | -87 | 12 | -62 | -77 | -80 | -67 | -54 | -61 | -31 | -84 | -42 | -63 | -59 | 28 | -81 | -45 |
| 33.5 | 19.8 | 17.5 | 29.9 | 20.1 | 94.0 | 28.0 | 19.0 | 30.3 | 21.1 | 42.6 | 21.3 | 24.6 | 18.1 | 35.1 | 22.7 | 11.5 | 15.0 | 27.1 | 32.1 |
| 1.1 | 0.7 | 0.7 | 1.3 | 1.3 | 2.8 | 0.8 | 0.7 | 0.5 | 0.7 | 1.1 | 1.7 | 1.3 | 1.3 | 1.5 | 0.8 | 0.4 | 1.9 | 1.0 | 1.2 |
| -40 | -34 | -50 | 19 | -15 | 1 | -5 | -43 | -39 | -38 | -7 | -49 | 4 | -55 | 22 | -35 | -47 | 66 | -45 | -22 |
| 10.6 | 6.4 | 9.9 | 8.6 | 5.7 | 7.5 | 10.6 | 7.7 | 24.9 | 11.2 | 8.0 | 7.8 | 6.0 | 7.1 | 7.9 | 5.6 | 6.0 | 3.0 | 8.8 | 11.0 |
| 0.36 | 0.23 | 0.38 | 0.39 | 0.37 | 0.22 | 0.31 | 0.30 | 0.42 | 0.38 | 0.20 | 0.62 | 0.32 | 0.52 | 0.34 | 0.19 | 0.19 | 0.39 | 0.31 | 0.43 |
| 1 | 9 | -16 | 36 | -18 | 16 | 42 | 14 | 8 | 16 | 29 | -15 | 59 | -33 | 65 | -4 | 9 | 70 | -5 | 16 |
| 110 | 50 | 20 | .. | 30 | 10 | 40 | 20 | 30 | 40 | 20 | 120 | 50 | 130 | 30 | 110 | - | 30 | 30 | 50 |
| 470 | 540 | 600 | 440 | 470 | 520 | 740 | 540 | 710 | 620 | 760 | 250 | 470 | 270 | 650 | 480 | 650 | 430 | 580 | 560 |
| 1.9 | 4.2 | 1.2 | - | 1.7 | - | - | - | - | 0.1 | - | - | - | 3.0 | 1.2 | 4.1 | 1.9 | - | 1.0 | 1.5 |

UKD: pesticides et esp. protégées: Grande Bretagne; prélèv. d'eau et trait. public des eaux usées: Angleterre et Pays de Galles.

5) CO₂ dû à l'utilisation d'énergie uniquement; approche sectorielle; les soutages marins et aéronautiques internationaux sont exclus.

6) Déchets en provenance des industries manufacturières.

7) CAN, NZL: déchets des ménages uniquement.

8) Combustibles irradiés produits dans les centrales nucléaires, en tonnes de métal lourd, par millions de tonnes équivalent pétrole d'approvisionnement total en énergie primaire.

I.B: DONNÉES ÉCONOMIQUES (1)

| | CAN | MEX | USA | JPN | KOR | AUS | NZL | AUT | BEL | CZE | DNK |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|
| PRODUIT INTÉRIEUR BRUT | | | | | | | | | | | |
| PIB, 2006 (milliards USD aux prix et PPA 2000) | 1017 | 1028 | 11319 | 3537 | 1008 | 611 | 96 | 255 | 304 | 195 | 170 |
| variation en % (1990-2006) | 55.4 | 60.9 | 59.1 | 23.3 | 136.7 | 68.4 | 62.4 | 42.6 | 37.6 | 31.5 | 43.0 |
| par habitant, 2006 (1000 USD/hab.) | 31.2 | 9.8 | 37.8 | 27.7 | 20.9 | 29.7 | 23.3 | 30.8 | 29.0 | 19.1 | 31.3 |
| Exportations, 2006 (% du GDP) | 36.3 | 31.9 | 11.1 | 16.1 | 43.2 | 20.9 | 29.3 | 56.3 | 87.5 | 76.3 | 52.0 |
| INDUSTRIE 2 | | | | | | | | | | | |
| Valeur ajoutée dans l'industrie (% du PIB) | 32 | 27 | 23 | 31 | 43 | 26 | 25 | 32 | 27 | 40 | 27 |
| Production industrielle: variation en % (1990-2005) | 46.7 | 51.3 | 55.9 | 3.2 | 210.9 | 30.5 | 29.5 | 70.1 | 21.0 | 11.8 | 38.3 |
| AGRICULTURE | | | | | | | | | | | |
| Valeur ajoutée dans l'agriculture (% du PIB) | 3 | 3 | 4 | 2 | 1 | 4 | 4 | 7 | 2 | 1 | 4 |
| Production agricole: variation en % (1990-2005) | 25.6 | 41.5 | 27.6 | -12.3 | 19.3 | 25.4 | 47.9 | 9.9 | 13.0 | .. | 0.7 |
| Cheptel, 2005 (million éq. têtes d'ovins) | 118 | 275 | 787 | 53 | 30 | 283 | 99 | 17 | 25 | 12 | 24 |
| ÉNERGIE | | | | | | | | | | | |
| Approvisionnement total, 2005 (Mtep) | 272 | 177 | 2340 | 530 | 214 | 122 | 17 | 34 | 57 | 45 | 20 |
| variation en % (1990-2005) | 29.9 | 42.0 | 21.4 | 19.3 | 128.9 | 39.3 | 22.9 | 37.1 | 15.2 | -7.7 | 9.6 |
| Intensité énergétique, 2005 (tep/1000 USD PIB) | 0.27 | 0.18 | 0.21 | 0.15 | 0.22 | 0.20 | 0.18 | 0.14 | 0.19 | 0.25 | 0.12 |
| variation en % (1990-2005) | -14.1 | -7.5 | -21.5 | -1.2 | 1.5 | -15.3 | -22.9 | -0.8 | -13.8 | -25.3 | -20.7 |
| Structure de l'approvisionnement en énergie, 2005 (%) | 4 | | | | | | | | | | |
| Combustibles solides | 10.2 | 4.9 | 23.8 | 21.1 | 23.1 | 44.5 | 11.9 | 11.9 | 9.1 | 43.6 | 19.1 |
| Pétrole | 35.5 | 58.8 | 40.8 | 47.4 | 45.0 | 31.1 | 40.4 | 42.5 | 40.7 | 21.6 | 42.1 |
| Gaz | 29.4 | 25.0 | 21.8 | 13.3 | 12.8 | 18.9 | 18.9 | 24.2 | 25.2 | 16.6 | 22.6 |
| Nucléaire | 8.8 | 1.6 | 9.0 | 15.0 | 17.9 | - | - | - | 22.1 | 14.0 | - |
| Hydro, etc. | 16.1 | 9.7 | 4.7 | 3.2 | 1.2 | 5.5 | 28.9 | 21.4 | 2.9 | 4.2 | 16.3 |
| TRANSPORTS ROUTIERS 5 | | | | | | | | | | | |
| Volumes de la circulation routière par habitant, 2004 (1000 véh.-km/hab.) | 9.8 | 0.7 | 16.2 | 6.5 | 3.2 | 9.8 | 12.3 | 9.3 | 9.0 | 4.6 | 7.8 |
| Parc de véhicules routiers, 2005 (10 000 véhicules) | 1883 | 2205 | 24119 | 7404 | 1540 | 1348 | 271 | 502 | 559 | 439 | 245 |
| variation en % (1990-2005) | 13.8 | 129.3 | 27.8 | 31.1 | 353.5 | 37.9 | 47.0 | 36.0 | 31.2 | 69.4 | 29.5 |
| par habitant (véh./100 hab.) | 58 | 21 | 81 | 58 | 32 | 66 | 66 | 61 | 54 | 43 | 45 |

.. non disponible. - nul ou négligeable.

1) Les données peuvent inclure des chiffres provisoires et des estimations du Secrétariat. Les totaux soulignés sont partiels.

2) Valeur ajoutée: industries extractives et manufacturières, électricité, gaz, eau et construction;
production: exclut la construction.

Source: Compendium de données OCDE sur l'environnement.

OCDE EPE / DEUXIÈME CYCLE

| FIN | FRA | DEU | GRC | HUN | ISL | IRL | ITA | LUX | NLD | NOR | POL | PRT | SLO | ESP | SWE | CHE | TUR | UKD | OCDE |
|-------|------|-------|-------|--------------|------|-------|------|-------|-------|------|-------|-------|-------|------|-------|------|-------|-------|-------------|
| 161 | 1743 | 2225 | 257 | 162 | 11 | 151 | 1556 | 28 | 494 | 188 | 505 | 198 | 79 | 1036 | 282 | 245 | 603 | 1760 | 31225 |
| 44.5 | 34.9 | 30.1 | 62.5 | 38.6 | 64.7 | 174.6 | 23.5 | 108.2 | 49.4 | 65.0 | 79.2 | 40.2 | 46.5 | 60.7 | 42.1 | 22.2 | 86.3 | 47.7 | 48.7 |
| 30.5 | 28.5 | 27.0 | 23.1 | 16.1 | 34.6 | 35.6 | 26.4 | 61.7 | 30.2 | 40.4 | 13.3 | 18.7 | 14.7 | 23.5 | 31.1 | 32.7 | 8.2 | 29.2 | 26.6 |
| 44.5 | 26.9 | 45.1 | 18.6 | 77.8 | 32.2 | 79.8 | 27.9 | 166.4 | 73.2 | 46.6 | 40.3 | 31.1 | 85.7 | 26.0 | 51.3 | 52.5 | 28.2 | 28.4 | 26.0 |
| 32 | 25 | 30 | 23 | 31 | 27 | 42 | 29 | 20 | 26 | 38 | 30 | 29 | 32 | 30 | 28 | 27 | 31 | 26 | 29 |
| 75.6 | 18.2 | 16.9 | 19.5 | 92.2 | .. | 312.8 | 10.5 | 57.6 | 20.8 | 35.5 | 113.0 | 15.1 | 19.5 | 27.0 | 55.3 | 27.6 | 78.3 | 8.6 | <u>34.6</u> |
| 4 | 3 | 1 | 7 | 4 | 9 | 3 | 3 | 1 | 3 | 2 | 3 | 4 | 5 | 3 | 2 | 1 | 12 | 1 | 3 |
| -3.9 | 0.9 | -4.7 | 10.1 | -10.5 | 5.4 | 2.6 | 10.7 | 12.9 | -9.2 | -9.4 | -15.8 | 1.1 | .. | 7.4 | -10.2 | -4.3 | 18.2 | -8.0 | .. |
| 8 | 156 | 117 | 21 | 12 | 1 | 50 | 64 | 6 | 42 | 9 | 58 | 19 | 6 | 100 | 13 | 12 | 111 | 113 | 2639 |
| 35 | 276 | 345 | 31 | 28 | 4 | 15 | 185 | 5 | 82 | 32 | 93 | 27 | 19 | 145 | 52 | 27 | 85 | 234 | 5548 |
| 19.8 | 21.1 | -3.2 | 39.7 | -2.8 | 66.9 | 47.5 | 25.2 | 33.7 | 22.6 | 49.3 | -6.9 | 53.1 | -11.7 | 59.4 | 9.7 | 8.6 | 60.9 | 10.3 | 22.6 |
| 0.23 | 0.16 | 0.16 | 0.13 | 0.18 | 0.36 | 0.11 | 0.12 | 0.18 | 0.17 | 0.18 | 0.20 | 0.14 | 0.26 | 0.15 | 0.19 | 0.11 | 0.15 | 0.14 | 0.18 |
| -13.0 | -8.2 | -23.3 | -10.4 | -27.1 | 5.7 | -43.2 | 3.3 | -31.9 | -15.5 | -6.9 | -44.8 | 10.6 | -34.7 | 3.0 | -19.3 | -8.2 | -8.4 | -23.2 | -15.1 |
| 14.8 | 5.1 | 23.7 | 29.2 | 11.3 | 2.7 | 17.8 | 9.1 | 1.8 | 10.2 | 2.3 | 58.1 | 12.6 | 22.2 | 14.1 | 5.0 | 0.6 | 26.3 | 16.2 | 20.4 |
| 32.0 | 32.5 | 35.8 | 57.7 | 26.5 | 24.5 | 56.7 | 45.2 | 70.3 | 41.0 | 42.8 | 23.6 | 59.8 | 18.1 | 49.1 | 28.3 | 48.1 | 35.0 | 36.3 | 40.6 |
| 10.8 | 14.6 | 23.4 | 7.7 | 44.4 | - | 23.0 | 39.0 | 26.2 | 44.0 | 15.6 | 13.0 | 14.1 | 30.8 | 20.5 | 1.6 | 10.5 | 26.7 | 36.4 | 21.8 |
| 18.1 | 41.9 | 12.3 | - | 13.3 | - | - | - | - | 1.3 | - | - | - | 24.4 | 10.3 | 35.9 | 23.0 | - | 9.1 | 11.0 |
| 24.3 | 5.9 | 4.8 | 5.4 | 4.5 | 72.7 | 2.6 | 6.7 | 1.7 | 3.6 | 39.3 | 5.3 | 13.5 | 4.5 | 6.0 | 29.2 | 17.9 | 11.9 | 2.0 | 6.2 |
| 9.7 | 8.6 | 7.1 | 8.7 | 2.3 | 10.2 | 9.5 | 8.9 | 8.9 | 8.0 | 7.8 | 3.9 | 7.4 | 2.7 | 4.8 | 8.2 | 8.0 | 0.8 | 8.2 | 8.4 |
| 282 | 3617 | 4803 | 552 | 333 | 21 | 198 | 3894 | 34 | 806 | 252 | 1472 | 552 | 150 | 2516 | 463 | 419 | 843 | 3217 | 64939 |
| 26.2 | 27.1 | 28.8 | 118.7 | 49.4 | 59.8 | 108.5 | 30.2 | 68.0 | 40.7 | 29.9 | 126.8 | 151.3 | 44.4 | 74.2 | 17.9 | 28.9 | 257.1 | 35.0 | 38.7 |
| 54 | 59 | 58 | 50 | 33 | 72 | 48 | 66 | 74 | 49 | 55 | 39 | 52 | 28 | 58 | 51 | 56 | 12 | 54 | 56 |

3) Agriculture, sylviculture, chasse, pêche, etc.

4) La décomposition ne comprend pas le commerce d'électricité.

5) Se rapporte aux véhicules routiers à quatre roues ou plus, sauf pour l'Italie, dont les chiffres comprennent également les véhicules de marchandises à trois roues.

I.C: DONNÉES SOCIALES (1)

| | CAN | MEX | USA | JPN | KOR | AUS | NZL | AUT | BEL | CZE | DNK |
|--|------|------|------|-------|-------|------|------|-------|-------|-------|-------|
| POPULATION | | | | | | | | | | | |
| Population totale, 2006 (100 000 hab.) | 326 | 1049 | 2994 | 1278 | 483 | 206 | 41 | 83 | 105 | 103 | 54 |
| variation en % (1990-2006) | 17.8 | 24.9 | 19.9 | 3.5 | 12.7 | 20.7 | 23.1 | 7.3 | 5.5 | -1.1 | 5.7 |
| Densité de population, 2006 (hab./km ²) | 3.3 | 53.6 | 31.1 | 338.2 | 484.9 | 2.7 | 15.3 | 98.8 | 344.3 | 130.0 | 126.1 |
| Indice de vieillissement, 2006 (+ de 64/ - de 15 ans) | 76.4 | 17.4 | 61.3 | 152.6 | 51.0 | 68.6 | 58.6 | 106.0 | 100.5 | 97.0 | 81.8 |
| SANTÉ | | | | | | | | | | | |
| Espérance de vie des femmes à la naissance, 2005 (ans) | 82.6 | 77.9 | 80.4 | 85.5 | 81.9 | 83.3 | 81.7 | 82.2 | 81.6 | 79.1 | 80.2 |
| Mortalité infantile, 2005 (morts/1000 enfants nés vivants) | 5.3 | 18.8 | 6.8 | 2.8 | 5.3 | 5.0 | 5.1 | 4.2 | 3.7 | 3.4 | 4.4 |
| Dépenses, 2005 (% du PIB) | 9.8 | 6.4 | 15.3 | 8.0 | 6.0 | 9.5 | 9.0 | 10.2 | 10.3 | 7.2 | 9.1 |
| REVENU ET PAUVRETÉ | | | | | | | | | | | |
| PIB par habitant, 2006 (1000 USD/hab.) | 31.2 | 9.8 | 37.8 | 27.7 | 20.9 | 29.7 | 23.3 | 30.8 | 29.0 | 19.1 | 31.3 |
| Pauvreté (% pop. < 50% du revenu médian) | 10.3 | 20.3 | 17.0 | 15.3 | .. | 11.2 | 10.4 | 9.3 | 7.8 | 4.4 | 4.3 |
| Inégalités (indices de Gini) | 2 | 30.1 | 48.0 | 35.7 | 31.4 | .. | 30.5 | 33.7 | 26.0 | 26.0 | 24.0 |
| Salaires minimum/médians, 2000 | 3 | 42.5 | 21.1 | 36.4 | 32.7 | 25.2 | 57.7 | 46.3 | x | 49.2 | 32.3 |
| EMPLOI | | | | | | | | | | | |
| Taux de chômage, 2006 (% de la population active civile) | 4 | 6.3 | 3.2 | 4.6 | 4.1 | 3.5 | 4.8 | 3.8 | 4.7 | 8.2 | 7.1 |
| Taux d'activité, 2006 (% des 15-64 ans) | 79.4 | 64.4 | 75.2 | 79.5 | 69.1 | 77.2 | 80.3 | 79.1 | 67.8 | 71.1 | 81.7 |
| Population active dans l'agriculture, 2006 (%) | 5 | 2.6 | 14.1 | 1.5 | 4.3 | 7.7 | 3.5 | 7.1 | 5.5 | 2.0 | 3.8 |
| ÉDUCATION | | | | | | | | | | | |
| Éducation, 2005 (% 25-64 ans) | 6 | 85.2 | 21.3 | 87.8 | 84.0 | 75.5 | 65.0 | 78.7 | 80.6 | 66.1 | 89.9 |
| Dépenses, 2004 (% du PIB) | 7 | 6.1 | 6.4 | 7.4 | 4.8 | 7.2 | 5.9 | 6.9 | 5.4 | 6.1 | 4.9 |
| AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT | | | | | | | | | | | |
| APD, 2006 (% du RNB) | 8 | 0.29 | .. | 0.18 | 0.25 | .. | 0.30 | 0.27 | 0.47 | 0.50 | .. |
| APD, 2006 (USD/hab.) | 113 | .. | 79 | 88 | .. | 103 | 62 | 181 | 188 | .. | 411 |

.. non disponible. - nul ou négligeable. x ne s'applique pas.

1) Les données peuvent inclure des chiffres provisoires et des estimations du Secrétariat. Les totaux soulignés sont partiels.

2) Distribution des revenus échelonnée de 0 (égale) à 100 (inégale); les chiffres se rapportent au revenu disponible total (comprenant tous les revenus, impôts et avantages) pour la population totale.

3) Salaire minimum en pourcentage du revenu médian y compris les heures supplémentaires et bonus.

Source: OCDE.

OCDE EPE / DEUXIÈME CYCLE

| FIN | FRA | DEU | GRC | HUN | ISL | IRL | ITA | LUX | NLD | NOR | POL | PRT | SLO | ESP | SWE | CHE | TUR | UKD | OCDE |
|------|-------|-------|-------|--------------|------|------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|
| 53 | 612 | 824 | 111 | 101 | 3 | 42 | 589 | 5 | 163 | 47 | 381 | 106 | 54 | 441 | 91 | 75 | 731 | 603 | 11753 |
| 5.6 | 8.0 | 3.8 | 10.2 | -2.9 | 19.2 | 20.9 | 3.8 | 19.8 | 9.3 | 10.1 | 0.3 | 7.2 | 1.7 | 13.4 | 6.1 | 11.5 | 30.2 | 5.4 | 12.6 |
| 15.6 | 111.5 | 230.7 | 84.3 | 108.3 | 2.9 | 60.3 | 195.3 | 177.9 | 393.6 | 14.4 | 122.0 | 115.1 | 109.9 | 87.1 | 20.2 | 181.3 | 93.8 | 246.3 | 33.5 |
| 94.7 | 89.5 | 144.5 | 129.6 | 103.6 | 53.9 | 54.4 | 138.3 | 77.3 | 79.0 | 75.5 | 83.4 | 111.5 | 72.3 | 115.0 | 101.2 | 101.4 | 21.3 | 90.2 | 73.5 |
| 82.3 | 83.8 | 81.8 | 81.7 | 76.9 | 83.1 | 81.8 | 83.2 | 82.3 | 81.6 | 82.5 | 79.4 | 81.4 | 77.9 | 83.9 | 82.8 | 83.9 | 74.0 | 81.1 | .. |
| 3.0 | 3.6 | 3.9 | 3.8 | 6.2 | 2.3 | 4.0 | 4.7 | 2.6 | 4.9 | 3.1 | 6.4 | 3.5 | 7.2 | 4.1 | 2.4 | 4.2 | 22.6 | 5.1 | .. |
| 7.5 | 11.1 | 10.7 | 10.1 | 8.1 | 9.3 | 7.5 | 9.0 | 7.4 | 9.2 | 8.7 | 6.2 | 10.2 | 7.1 | 8.3 | 9.1 | 11.3 | 7.6 | 8.3 | .. |
| 30.5 | 28.5 | 27.0 | 23.1 | 16.1 | 34.6 | 35.6 | 26.4 | 61.7 | 30.2 | 40.4 | 13.3 | 18.7 | 14.7 | 23.5 | 31.1 | 32.7 | 8.2 | 29.2 | 26.6 |
| 6.4 | 7.0 | 9.8 | 13.5 | 8.2 | .. | 15.4 | 12.9 | 5.5 | 6.0 | 6.3 | 9.8 | 13.7 | .. | 11.5 | 5.3 | 6.7 | 15.9 | 11.4 | 10.2 |
| 25.0 | 28.0 | 28.0 | 33.0 | 27.0 | 35.0 | 32.0 | 33.0 | 26.0 | 27.0 | 25.0 | 31.0 | 38.0 | 33.0 | 31.0 | 23.0 | 26.7 | 45.0 | 34.0 | 30.7 |
| x | 60.8 | x | 51.3 | 37.2 | x | 55.8 | x | 48.9 | 47.1 | x | 35.5 | 38.2 | .. | 31.8 | x | x | .. | 41.7 | .. |
| 7.7 | 9.2 | 9.8 | 8.9 | 7.4 | 2.9 | 4.4 | 6.8 | 4.7 | 3.9 | 3.5 | 13.8 | 7.7 | 13.3 | 8.5 | 7.0 | 4.1 | 9.7 | 5.3 | 6.1 |
| 75.2 | 68.8 | 77.7 | 65.4 | 60.7 | 85.7 | 73.5 | 63.2 | 67.5 | 79.1 | 79.7 | 62.9 | 78.1 | 68.7 | 72.4 | 78.7 | 87.6 | 52.5 | 76.4 | 71.8 |
| 4.7 | 3.4 | 2.3 | 12.0 | 4.9 | 6.3 | 5.7 | 4.3 | 1.3 | 3.0 | 3.3 | 15.8 | 11.8 | 4.4 | 4.8 | 2.0 | 3.7 | 27.3 | 1.3 | 5.5 |
| 78.8 | 66.3 | 83.1 | 57.1 | 76.4 | 62.9 | 64.5 | 50.1 | 65.9 | 71.8 | 77.2 | 51.4 | 26.5 | 85.7 | 48.8 | 83.6 | 83.0 | 27.2 | 66.7 | 68.1 |
| 6.1 | 6.1 | 5.2 | 3.4 | 5.6 | 8.0 | 4.6 | 4.9 | 3.6 | 5.1 | 6.6 | 6.0 | 5.4 | 4.8 | 4.7 | 6.7 | 6.5 | 4.1 | 5.9 | 5.7 |
| 0.40 | 0.47 | 0.36 | 0.17 | .. | .. | 0.54 | 0.20 | 0.89 | 0.81 | 0.89 | .. | 0.21 | .. | 0.32 | 1.02 | 0.39 | .. | 0.51 | 0.31 |
| 158 | 173 | 127 | 38 | .. | .. | 241 | 62 | 632 | 334 | 633 | .. | 37 | .. | 87 | 436 | 220 | .. | 207 | 63 |

4) Taux de chômage standardisés; MEX, ISL, TUR: définitions courantes.

5) Population active civile dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

6) Enseignement secondaire ou supérieur; OCDE: moyenne des taux.

7) Dépenses publiques et privées pour les établissements d'enseignement; OCDE: moyenne des taux.

8) Aide publique au développement des pays Membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

II.A: LISTE D'ACCORDS MULTILATÉRAUX (MONDIAUX)

Y = en vigueur S = signé R = ratifié D = dénoncé

| | | CAN | MEX | USA |
|------|-----------------------------|--|-----|-------|
| 1946 | Washington | Conv. - Réglementation de la chasse à la baleine | Y D | R R |
| 1956 | Washington | Protocole | Y D | R R |
| 1949 | Genève | Conv. - Circulation routière | Y R | R |
| 1957 | Bruxelles | Conv. - Limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer | Y S | |
| 1979 | Bruxelles | Protocole | Y | |
| 1958 | Genève | Conv. - Pêche et conservation des ressources biologiques de la haute mer | Y S | R R |
| 1959 | Washington | Traité - Antarctique | Y R | R |
| 1991 | Madrid | Protocole au traité Antarctique (protection de l'environnement) | Y R | R |
| 1960 | Genève | Conv. - Protection des travailleurs contre les radiations ionisantes (OIT 115) | Y | R |
| 1962 | Bruxelles | Conv. - Responsabilité des exploitants de navires nucléaires | | |
| 1963 | Vienne | Conv. - Responsabilité civile en matière de dommage nucléaire | Y | R |
| 1988 | Vienne | Protocole commun relatif à l'application des Conventions de Vienne et de Paris | Y | |
| 1997 | Vienne | Protocole portant modification de la convention de Vienne | Y | |
| 1963 | Moscou | Traité - Interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau | Y R | R R |
| 1964 | Copenhague | Conv. - Conseil international pour l'exploration de la mer | Y R | R |
| 1970 | Copenhague | Protocole | Y R | R |
| 1969 | Bruxelles | Conv. - Intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures (INTERVENTION) | Y | R R |
| 1973 | Londres | Protocole (substances autres que les hydrocarbures) | Y | R R |
| 1969 | Bruxelles | Conv. - Responsabilité civile pour les dommages dus à la poll. par les hydrocarbures (CLC) | Y D | D S |
| 1976 | Londres | Protocole | Y R | R |
| 1992 | Londres | Protocole | Y R | R |
| 1970 | Berne | Conv. - Transport des marchandises par chemins de fer (CIM) | Y | |
| 1971 | Bruxelles | Conv. - Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la poll. par les hydrocarbures (FUND) | | D D S |
| 1976 | Londres | Protocole | Y R | R |
| 1992 | Londres | Protocole (remplace la Convention de 1971) | Y R | R |
| 2000 | Londres | Amendement au protocole (limites des compensations) | Y R | R |
| 2003 | Londres | Protocole (fonds supplémentaire) | Y | |
| 1971 | Bruxelles | Conv. - Responsabilité civile dans le domaine du transport maritime de matières nucléaires | Y | |
| 1971 | Londres, Moscou, Washington | Traité. - Interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans, ainsi que dans leur sous-sol | Y R | R R |
| 1971 | Ramsar | Conv. - Zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau | Y R | R R |
| 1982 | Paris | Protocole | Y R | R R |
| 1987 | Regina | Amendement de Regina | Y R | R |
| 1971 | Genève | Conv. - Protection contre les risques d'intoxication dus au benzène (OIT 136) | Y | |

OCDE EPE / DEUXIÈME CYCLE

Y = en vigueur S = signé R = ratifié D = dénoncé

| JPN | KOR | AUS | NZL | AUT | BEL | CZE | DNK | FIN | FRA | DEU | GRC | HUN | ISL | IRL | ITA | LUX | NLD | NOR | POL | PRT | SVK | ESP | SWE | CHE | TUR | UKD | UE | |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|---|
| R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | | R | R | | R | R | R | R | R | R | | R | |
| R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | | R | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | |
| R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | S | R | R | |
| D | D | | | D | D | D | D | D | | | | R | | S | | D | D | R | R | R | R | D | R | D | | D | | |
| | R | | | R | | S | S | | | | | | | R | | R | R | | R | R | | R | | R | | D | | |
| | R | S | | R | | R | R | R | | | | S | S | | | R | | | R | | R | | R | | R | | R | |
| R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | |
| R | R | R | R | S | R | R | S | R | R | R | R | S | | R | R | R | R | | S | R | R | R | R | S | R | R | | |
| R | | | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | |
| S | | | | S | | | S | | | | | S | | S | | R | | | R | | R | | | | | | | |
| | | | | R | | | | | | | | R | | | | | | | R | | R | S | | | | | S | |
| | | | | S | R | R | R | S | R | R | R | R | | R | R | R | R | R | R | S | R | S | R | S | R | S | R | S |
| | | | | S | | | | | | | | S | | S | | | | | S | | | | | | | | | |
| R | R | R | R | R | R | R | R | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | S | R | R | R | R | R | R | R |
| | | | | R | | R | R | R | R | | | R | R | | | | R | R | R | R | | R | R | | | | R | |
| | | | | R | | R | R | R | R | | | R | R | | | | R | R | R | R | | R | R | | | | R | |
| R | S | R | R | | R | | R | R | R | R | S | | R | R | R | | R | R | R | R | | R | R | R | R | R | R | |
| | | R | S | | R | | R | R | R | R | | | R | R | | | R | R | R | R | | R | R | R | R | R | R | |
| D | D | D | D | | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | |
| R | R | R | | | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | D |
| R | R | R | R | | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| | | | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| D | D | D | D | | D | | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | D | |
| R | | R | | | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | D | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | D | |
| R | R | R | R | | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| R | R | R | R | | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| R | | | | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| R | | | | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | S | R | R | | | | S | |
| R | R | R | R | R | R | R | R | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| R | R | R | R | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| R | R | R | R | R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| | | | | R | | R | R | R | R | R | R | R | | R | | | | | | | R | R | | R | | | | |

II.A: LISTE D'ACCORDS MULTILATÉRAUX (MONDIAUX) (suite)

Y = en vigueur S = signé R = ratifié D = dénoncé

| | | CAN | MEX | USA |
|------|-------------------------------------|--|-----|-----|
| 1972 | Londres, Mexico, Moscou, Washington | Conv. - Prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (LC) | | |
| | | Y | R | R |
| 1996 | Londres | Protocole à la Conv. - Prévention de la poll. des mers résultant de l'immersion de déchets | | |
| | | Y | R | S |
| 1972 | Genève | Conv. - Protection des obtentions végétales (révisée) | | |
| | | Y | R | R |
| 1978 | Genève | Modification | | |
| | | Y | R | R |
| 1991 | Genève | Modification | | |
| | | Y | | R |
| 1972 | Genève | Conv. - Sécurité des conteneurs (CSC) | | |
| | | Y | R | R |
| 1972 | Londres, Moscou, Washington | Conv. - Responsabilité internationale pour les dommages causés par les objets spatiaux | | |
| | | Y | R | R |
| 1972 | Paris | Conv. - Protection du patrimoine mondial, culturel et naturel | | |
| | | Y | R | R |
| 1973 | Washington | Conv. - Commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) | | |
| | | Y | R | R |
| 1974 | Genève | Conv. - Prévention et contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes (OIT 139) | | |
| | | Y | | |
| 1976 | Londres | Conv. - Limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes (LLMC) | | |
| | | Y | | R |
| 1996 | Londres | Amendement à la convention | | |
| | | Y | | S |
| 1977 | Genève | Conv. - Protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations (OIT 148) | | |
| | | Y | | |
| 1978 | Londres | Protocole - Prévention de la pollution par les navires (MARPOL PROT) | | |
| | | Y | R | R |
| 1978 | Londres | Annexe III | | |
| | | Y | R | R |
| 1978 | Londres | Annexe IV | | |
| | | Y | | |
| 1978 | Londres | Annexe V | | |
| | | Y | | R |
| 1997 | Londres | Annexe VI | | |
| | | Y | | S |
| 1979 | Bonn | Conv. - Conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage | | |
| | | Y | | |
| 1991 | Londres | Accord - Conservation des chauves-souris en Europe | | |
| | | Y | | |
| 1992 | New York | Accord - Préservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord | | |
| | | Y | | |
| 1996 | Monaco | Accord - Préservation des cétacés de la mer Noire, de la mer Méditerranée et de la zone Atlantique contiguë | | |
| | | Y | | |
| 1996 | La Haye | Accord - Conservation des oiseaux d'eau migrateurs africains et eurasiens | | |
| | | Y | | |
| 2001 | Canberra | Accord - Mesures de conservation pour les albatros et pétrels | | |
| | | Y | | |
| 1982 | Montego Bay | Conv. - Droit de la mer | | |
| | | Y | R | R |
| 1994 | New York | Accord - relatif à la mise en oeuvre de la partie XI de la convention | | |
| | | Y | R | S |
| 1995 | New York | Accord - Aux fins des dispositions de la convention sur la conservation et la gestion des stocks chevauchants et de poissons grands migrateurs | | |
| | | Y | R | R |
| 1983 | Genève | Accord - Bois tropicaux | | |
| | | Y | R | R |
| 1994 | New York | Accord révisé - Bois tropicaux | | |
| | | Y | R | R |
| 2006 | Genève | Accord révisé - Bois tropicaux | | |
| | | | | S |
| 1985 | Vienne | Conv. - Protection de la couche d'ozone | | |
| | | Y | R | R |
| 1987 | Montréal | Protocole (substances qui appauvrissent la couche d'ozone) | | |
| | | Y | R | R |
| 1990 | Londres | Amendement au protocole | | |
| | | Y | R | R |

II.A: LISTE D'ACCORDS MULTILATÉRAUX (MONDIAUX) (suite)

Y = en vigueur S = signé R = ratifié D = dénoncé

| | | CAN | MEX | USA |
|------|----------------|--|-----|-----|
| 1992 | Copenhague | Amendement au protocole | | |
| | | Y | R | R R |
| 1997 | Montréal | Amendement au protocole | | |
| | | Y | R | R R |
| 1999 | Pékin | Amendement au protocole | | |
| | | Y | R | R R |
| 1986 | Vienne | Conv. - Notification rapide d'un accident nucléaire | | |
| | | Y | R | R R |
| 1986 | Vienne | Conv. - Assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique | | |
| | | Y | R | R R |
| 1989 | Bâle | Conv. - Contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination | | |
| | | Y | R | R S |
| 1995 | Genève | Amendement | | |
| 1999 | Bâle | Prot. - Responsabilité et indemnisation en cas de dommages | | |
| 1989 | Londres | Conv. - Assistance | | |
| | | Y | R | R R |
| 1990 | Genève | Accord - Sécurité de l'utilisation des produits chimiques dans le cadre professionnel (OIT 170) | | |
| | | Y | | R |
| 1990 | Londres | Conv. - Préparation, lutte et coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC) | | |
| | | Y | R | R R |
| 2000 | Londres | Protocole - Pollution due au transport de substances dangereuses et nocives (OPRC-HNS) | | |
| | | Y | | |
| 1992 | Rio de Janeiro | Conv. - Diversité biologique | | |
| | | Y | R | R S |
| 2000 | Montréal | Prot. - prévention des risques biotechnologiques (Cartagena) | | |
| | | Y | S | R |
| 1992 | New York | Conv. - Convention-cadre sur les changements climatiques | | |
| | | Y | R | R R |
| 1997 | Kyoto | Protocole | | |
| | | Y | R | R S |
| 1993 | Paris | Conv. - Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction | | |
| | | Y | R | R R |
| 1993 | Genève | Conv. - Prévention des accidents industriels majeurs (OIT 174) | | |
| | | Y | | |
| 1993 | | Accord - Favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion | | |
| | | Y | R | R R |
| 1994 | Vienne | Conv. - Sécurité nucléaire | | |
| | | Y | R | R R |
| 1994 | Paris | Conv. - Sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique | | |
| | | Y | R | R R |
| 1996 | Londres | Conv. - Responsabilité et indemnisations pour les dommages dus au transport par mer de substances dangereuses et nocives (HNS) | | |
| | | | | S |
| 1997 | Vienne | Conv. - Indemnisation complémentaire pour les dommages nucléaires | | |
| | | | | S |
| 1997 | Vienne | Conv. - Convention commune sur la sûreté de la gestion des combustibles irradiés et des | | |
| | | Y | R | R |
| 1997 | New York | Conv. - Loi sur les utilisations autres que pour la navigation des cours d'eau internationaux | | |
| | | | | |
| 1998 | Rotterdam | Conv. - Procédure de consentement préalable applicable aux produits chimiques et pesticides dangereux (PIC) | | |
| | | Y | R | R S |
| 2001 | Londres | Conv. - Responsabilité civile pour les dommages dus aux déversements de pétrole des pétroliers | | |
| | | | | |
| 2001 | Londres | Conv. - Contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires | | |
| | | | | R S |
| 2001 | Stockholm | Conv. - Polluants organiques persistants | | |
| | | Y | R | R S |

Source: UICN; OCDE.

II.B: LISTE D'ACCORDS MULTILATÉRAUX (RÉGIONAUX)

| | | CAN MEX USA | | |
|-----------------|--|-------------|---|---|
| 1950 Paris | Conv. - Protection des oiseaux | Y | | |
| 1957 Geneva | Accord - Transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) | Y | | |
| 1975 New York | Protocole | Y | | |
| 1958 Geneva | Accord - Adoption de conditions uniformes d'homologation et reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces des véhicules | Y | | |
| 1958 Bucharest | Conv. - Pêche dans les eaux du Danube | Y | | |
| 1960 Paris | Conv. - Responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire | Y | | |
| 1963 Brussels | Conv. complémentaire | Y | | |
| 1964 Paris | Protocole additionnel à la convention | Y | | |
| 1964 Paris | Protocole additionnel à la convention complémentaire | Y | | |
| 1982 Brussels | Protocole portant modification de la convention | Y | | |
| 1982 Brussels | Protocole portant modification de la convention complémentaire | Y | | |
| 1988 Vienna | Protocole commun relatif à l'application des Conventions de Vienne et de Paris | Y | | |
| 1968 Strasbourg | Accord - Limit. de l'emploi de certains détergents dans les produits de lavage et de nettoyage | Y | | |
| 1983 Strasbourg | Protocole | Y | | |
| 1968 Paris | Conv. - Protection des animaux en transport international | Y | | |
| 1979 Strasbourg | Protocole | Y | | |
| 1969 London | Conv. - Protection du patrimoine archéologique | Y | | |
| 1979 Bern | Conv. - Conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe | Y | | |
| 1979 Geneva | Conv. - Pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (CLRTAP) | Y | R | R |
| 1984 Geneva | Protocole (financement du programme EMEP) | Y | R | R |
| 1985 Helsinki | Protocole (réduction des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins 30 %) | Y | R | |
| 1988 Sofia | Protocole (lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou de leurs flux transfrontières) | Y | R | R |
| 1991 Geneva | Protocole (lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou de leurs flux transfrontières) | Y | S | S |
| 1994 Oslo | Protocole (nouvelle réduction des émissions de soufre) | Y | R | |
| 1998 Aarhus | Protocole (métaux lourds) | Y | R | R |
| 1998 Aarhus | Protocole (polluants organiques persistants) | Y | R | R |
| 1999 Gothenburg | Protocole (réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique) | Y | S | R |
| 1980 Madrid | Conv. - Coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales | Y | | |
| 1995 Strasbourg | Protocole additionnel | Y | | |
| 1998 Strasbourg | Deuxième protocole | Y | | |
| 1980 Bern | Conv. - Transport international des marchandises dangereuses par train (COTIF) | Y | | |
| 1989 Geneva | Conv. - Resp. civile pour dommages causés au cours du transp. de march. dangereuses par route, rail ou bateaux de navig. intérieure (CRTD) | | | |
| 1991 Espoo | Conv. - Évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière | Y | R | S |
| 2001 Sofia | Amendement | | | |
| 2003 Kiev | Prot. - évaluation stratégique environnementale | | | |
| 1992 Helsinki | Conv. - Effets transfrontières des accidents industriels | Y | S | S |
| 2003 Kiev | Prot. - Responsabilité civile et indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières | | | |
| 1992 Helsinki | Conv. - Protection et utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux | Y | | |
| 1999 London | Prot. - l'eau et la santé | Y | | |
| 2003 Kiev | Prot. - Responsabilité civile et indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières | | | |

II.B: LISTE D'ACCORDS MULTILATÉRAUX (RÉGIONAUX) (suite)

| | | CAN MEX USA |
|-----------------|---|-------------|
| 1992 La Valette | Conv. européenne- Protection du patrimoine archéologique (révisée) | Y |
| 1992 Vienna | Accord - Prévision, prévention et atténuation des désastres naturels et technologiques | |
| 1993 Lugano | Conv. - Responsabilité civile des dommages résultant d'activités dang. pour l'environnement | |
| 1994 Lisbon | Traité - Charte sur l'énergie | Y |
| 1994 Lisbon | Protocole (efficacité énergétique et les aspects environnementaux connexes) | Y |
| 1994 Sofia | Conv. - Coopération pour la protection et l'utilisation durable du Danube | Y |
| 1998 Aarhus | Conv. - Accès à l'information sur l'environnement et la participation du public à la prise de décision en matière d'environnement | Y |
| 2003 Kiev | Prot. - Registres des rejets et transferts de polluants (PRTR) | |
| 1998 Strasbourg | Conv. - Protection de l'environnement par le droit pénal | |
| 2000 Florence | Conv. - Convention européenne du paysage | Y |
| 2000 Geneva | Accord - Transport international des marchandises dangereuses par eaux intérieures (ADN) | |
| 2003 Kiev | Conv. - Convention-cadre sur la protection et le développement durable des Carpathes | Y |

Source: UICN; OCDE.

OCDE EPE / DEUXIÈME CYCLE

| JPN | KOR | AUS | NZL | AUT | BEL | CZE | DNK | FIN | FRA | DEU | GRC | HUN | ISL | IRL | ITA | LUX | NLD | NOR | POL | PRT | SVK | ESP | SWE | CHE | TUR | UK | DEU | EU | |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|---|
| | | | | S | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | S | S | R | R | R | R | R | R | S | R | R | R | R | | |
| | | | | R | | | | | | | | R | | | R | | | | | R | | R | | | | | | | |
| | | | | | | | S | | | | S | | S | | S | S | S | | | | S | | | | | | | | |
| R | S | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | S | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| R | S | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | S | R | R | R | R | S | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| | | | | R | R | | | | R | | R | | | | | | | | | | | R | | | | | | | R |
| | | | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | S | S | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R |
| | | | | S | S | S | S | S | S | R | S | S | S | S | S | R | R | S | S | S | | S | S | R | | | S | R | |
| | | | | S | S | | S | S | S | S | S | | S | | S | S | | | | | | | | S | | | | | |
| | | | | R | R | R | R | R | | S | R | | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | S | S | R | R | |
| | | | | R | S | | | S | S | | R | | | S | R | R | | | | | | S | | | | | | | |
| | | | | R | | | | | | | | R | | | | | | | R | R | | R | | | | | | R | |

Référence III

ABRÉVIATIONS

| | |
|-----------------|---|
| APD | Aide publique au développement |
| ARDOP | Programme opérationnel agriculture et développement rural |
| ATEP | Approvisionnements totaux en énergie primaire |
| CAEN | Cadre d'aménagement de l'espace national |
| CEHAP | Plan d'action pour l'environnement et la santé des enfants |
| CFT | Consommation finale totale d'énergie |
| CITES | Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction |
| CO | Monoxyde de carbone |
| CO ₂ | Dioxyde de carbone |
| COV | Composé organique volatil |
| CPDN | Cadre de la politique de développement national |
| DCE | Directive-cadre sur l'eau (UE) |
| DCO | Demande chimique en oxygène |
| EES | Évaluation environnementale stratégique |
| EIE | Étude d'impact sur l'environnement |
| FEADER | Fonds européen agricole pour le développement rural |
| FEM | Fonds pour l'environnement mondial |
| FEOGA | Fonds européen d'orientation et de garantie agricole |
| GES | Gaz à effet de serre |
| GIRE | Gestion intégrée des ressources en eau |
| GNC | Gaz naturel comprimé |
| GPL | Gaz de pétrole liquéfié |
| ha | hectare |
| HAP | Hydrocarbures aromatiques polycycliques |
| IDE | Investissement direct étranger |
| IETMP | Inventaire des émissions et des transferts de matières polluantes |
| ISPA | Instrument structurel de préadhésion (à l'UE) |
| KSH | Office statistique central de Hongrie |
| KvVM | Ministère de l'Environnement et des Eaux |
| LCP | Lutte contre la pollution |
| LIFE | Instrument financier de l'UE destiné à soutenir les actions en faveur de l'environnement et de la conservation de la nature |

| | |
|-----------------|--|
| LIR | Lutte intégrée contre les ravageurs |
| Mtep | Million de tonnes d'équivalent pétrole |
| NO _x | Oxydes d'azote |
| NPDN | Nouveau plan de développement national |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| PAC | Politique agricole commune (UE) |
| PAEN | Programme agro-environnemental national |
| PAT | Programme d'action thématique (dans le cadre du PNE II) |
| PATLD | Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance |
| PDN | Plan de développement national |
| PDRN | Plan de développement rural national |
| PEN | Plafonds d'émissions nationaux (directive de l'UE) |
| PHARE | Pologne-Hongrie : assistance à la reconstruction économique |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PME | Petites et moyennes entreprises |
| PNA | Plan national d'allocation (échange de quotas d'émission de GES) |
| PNAHE | Programme national d'action pour l'hygiène de l'environnement |
| PNE | Programme national pour l'environnement |
| POP | Polluant organique persistant |
| PPA | Parités de pouvoir d'achat |
| PPP | Principe pollueur payeur |
| PRIP | Prévention et réduction intégrées de la pollution |
| SAPARD | Programme spécial d'adhésion pour l'agriculture et le développement rural |
| SIC | Site d'importance communautaire (directive Habitats de l'UE) |
| SNDR | Stratégie nationale de développement rural |
| SO ₂ | Dioxyde de soufre |
| tep | tonne d'équivalent pétrole |
| TVA | Taxe sur la valeur ajoutée |
| UE | Union européenne |
| VTT | Plan Vásárhelyi (prévention des inondations) |
| ZES | Zone écologiquement sensible |
| ZPS | Zones de protection spéciale (directive Oiseaux de l'UE) |

Référence IV

CONTEXTE PHYSIQUE

Située en Europe centrale, *la république de Hongrie* partage des frontières avec l'Autriche, la Croatie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et l'Ukraine. Ce pays dépourvu de débouché maritime couvre une superficie de 93 030 km² entre les Carpates et les Alpes. L'étendue maximale de son territoire est de 268 kilomètres dans le sens nord-sud et de 526 kilomètres dans le sens est-ouest. La Hongrie peut être divisée en *quatre régions géographiques* : la Grande Plaine (qui occupe près de la moitié de son territoire), les massifs montagneux du Nord à l'est du Danube, la Transdanubie (un tiers du territoire) et la Petite Plaine à l'ouest du Danube.

La Hongrie est un *pays de basse altitude*, puisque 84 % de son territoire culmine à moins de 200 mètres au-dessus du niveau de la mer. Elle est traversée par une chaîne de montagnes d'altitude moyenne, comprise entre 400 et 700 mètres à l'ouest du Danube, dans les massifs de Transdanubie, et entre 500 et 1 000 mètres à l'est, dans les massifs du nord du pays. Le point le plus élevé de la Hongrie est le Mont Kékes (1 015 mètres). La Transdanubie est une région vallonnée. Le pays jouit d'un *climat* continental tempéré, avec des hivers froids et des étés chauds. La moyenne des précipitations annuelles s'établit entre 500 et 550 millimètres dans les plaines et entre 600 et 800 millimètres en altitude.

À peine 5 % des eaux de surface de la Hongrie trouvent leur source dans le pays lui-même. Les deux *fleuves* les plus importants, le Danube (qui parcourt la Hongrie sur 417 kilomètres) et la Tisza (598 kilomètres), traversent le pays dans le sens nord-sud. Le Danube, qui passe par Budapest, relie la Hongrie à la mer Noire et rejoint la mer du Nord par le canal Rhin-Main-Danube. La Hongrie compte 1 200 *lacs* naturels et artificiels. Le lac Balaton est le plus grand lac d'eau douce d'Europe centrale et constitue une importante destination touristique internationale. La Hongrie est depuis longtemps réputée pour l'abondance de ses eaux thermales.

Les *terres arables et les cultures permanentes* occupent près de 52 % du territoire, contre 13 % pour les prairies permanentes et 19 % pour les forêts et les espaces boisés. Les principales cultures sont le blé et le maïs; la viande de porc est le principal produit d'élevage. La superficie irrigable représente environ 320 000 hectares. Depuis 30 ans, le territoire agricole (prairies comprises) a reculé de 10 %, alors que la superficie boisée a progressé de 20 %.

La Hongrie *n'est pas* un pays richement doté en *ressources naturelles*. Son principal atout réside dans ses sols fertiles. Elle doit couvrir environ la moitié de ses besoins en énergie primaire par des importations, principalement du pétrole et du gaz en provenance de Russie. On trouve dans les massifs du Nord et de Transdanubie des mines de lignite, dont certaines à ciel ouvert. Des gisements de gaz naturel sont exploités dans la partie méridionale de la Grande Plaine.

Référence V**SITES INTERNET LIÉS À L'ENVIRONNEMENT****Site Internet****Institution hôte*****Gouvernement***

| | |
|--|--|
| www.keh.hu/keh | Cabinet du président de la république de Hongrie |
| www.meh.hu | Cabinet du Premier ministre |
| www.mfa.gov.hu/kum/en/bal/ | Ministère des Affaires étrangères |
| www.fvm.gov.hu | Ministère de l'Agriculture et du Développement rural |
| www.kvvm.hu | Ministère de l'Environnement et des Eaux |
| www.bm.hu | Ministère de l'Administration locale et du Développement régional |
| www.mkogy.hu/parl_en.htm | Assemblée nationale hongroise |
| http://portal.ksh.hu | Office statistique central de Hongrie |
| www.met.hu | Service météorologique hongrois |
| www.oktt.hu | Conseil national de l'environnement |
| www.orszagoszoldhatosag.gov.hu | Inspection nationale pour la protection de l'environnement, de la nature et des eaux |
| www.antsz.hu | Service national de la santé publique et de l'inspection sanitaire |

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| 1. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS | 15 |
| 1. Gestion de l'environnement | 16 |
| Renforcement de la mise en œuvre des politiques environnementales | 16 |
| Air..... | 18 |
| Eau..... | 21 |
| Nature et biodiversité | 23 |
| 2. Vers un développement durable | 24 |
| Intégration des préoccupations environnementales dans les décisions économiques..... | 25 |
| Agriculture | 26 |
| Intégration des décisions environnementales et sociales | 28 |
| 3. Coopération internationale | 30 |

Partie I

GESTION ENVIRONNEMENTALE

| | |
|---|----|
| 2. GESTION DE L'AIR | 35 |
| Recommandations..... | 36 |
| Conclusions | 36 |
| 1. Objectifs de l'action publique | 39 |
| 2. Évolution de la pollution de l'air..... | 41 |
| 2.1 Poursuite de la réduction des émissions atmosphériques | 41 |
| 2.2 Respecter les normes de qualité de l'air ambiant | 45 |
| 2.3 Exposition de la population à la pollution de l'air et effets sur la santé... | 47 |
| 3. Mesures de prévention et de lutte contre la pollution de l'air | 48 |
| 4. Intégrer les objectifs de gestion de l'air dans les politiques de l'énergie et des transports..... | 50 |
| 4.1 Gestion de l'air et politique énergétique..... | 50 |
| 4.2 Gestion de l'air et politique des transports | 56 |
| Sources principales | 64 |

| | |
|---|-----|
| 3. GESTION DE L'EAU | 65 |
| Recommandations..... | 66 |
| Conclusions | 66 |
| 1. Objectifs des politiques | 68 |
| 2. Qualité de l'eau | 71 |
| 2.1 Eaux souterraines..... | 71 |
| 2.2 Eaux de surface..... | 72 |
| 2.3 Réduction des pressions sur la qualité de l'eau exercées par les ménages et l'industrie | 74 |
| 3. Vers une gestion intégrée des ressources en eau | 76 |
| 3.1 Cadre juridique et cadre de planification..... | 76 |
| 3.2 Recours à des instruments économiques | 77 |
| 4. Gestion des crues..... | 80 |
| 4.1 Infrastructures de protection contre les inondations..... | 80 |
| 4.2 Une nouvelle approche de la prévention et de la protection contre les inondations | 81 |
| 4.3 Recours à des instruments économiques | 83 |
| Sources principales | 86 |
| 4. NATURE ET BIODIVERSITÉ | 87 |
| Recommandations..... | 88 |
| Conclusions | 88 |
| 1. Objectifs des politiques | 89 |
| 2. Utilisation des terres et état de la biodiversité..... | 91 |
| 3. Zones protégées..... | 94 |
| 4. Prise en compte de la biodiversité dans l'agriculture, la sylviculture et l'aménagement du territoire | 97 |
| 4.1 Agriculture..... | 97 |
| 4.2 Sylviculture..... | 99 |
| 4.3 Aménagement du territoire..... | 102 |
| 5. Questions internationales | 103 |
| 6. Dépenses et instruments économiques..... | 103 |
| Sources principales | 105 |

Partie II

DÉVELOPPEMENT DURABLE

| | |
|---|------------|
| 1. Principaux objectifs de la politique nationale de développement | 108 |
| 1.1 Objectifs à moyen terme | 108 |
| 1.2 Objectifs à long terme | 109 |
| 2. Stratégie nationale de développement durable | 110 |
| 5. INTERFACE ENVIRONNEMENT – ÉCONOMIE | 113 |
| Recommandations | 114 |
| Conclusions | 115 |
| Intégration des préoccupations environnementales dans les décisions économiques | 115 |
| Renforcement de la mise en œuvre des politiques environnementales | 116 |
| 1. Le développement durable dans la pratique | 117 |
| 1.1 Découplage des pressions environnementales et de la croissance économique | 117 |
| 1.2 Intégration des marchés | 122 |
| 1.3 Dépenses et financement au titre de la lutte contre la pollution | 131 |
| 2. Mise en œuvre des politiques environnementales | 133 |
| 2.1 Objectifs de la politique environnementale | 133 |
| 2.2 Cadre institutionnel et juridique | 137 |
| 2.3 La réglementation et son application | 142 |
| 2.4 Instruments économiques | 147 |
| 2.5 Instruments volontaires | 150 |
| Sources principales | 153 |
| 6. ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE | 155 |
| Recommandations | 156 |
| Conclusions | 156 |
| 1. Performances environnementales | 158 |
| 1.1 Azote | 158 |
| 1.2 Phosphore | 158 |
| 1.3 Produits phytosanitaires | 158 |
| 1.4 Eaux | 161 |
| 1.5 Sols | 162 |
| 1.6 Biodiversité | 162 |
| 1.7 Boisement | 163 |

| | |
|---|------------|
| 2. Politique de l'agriculture et du développement rural | 165 |
| 2.1 Principaux plans et programmes | 165 |
| 2.2 Mesures gouvernementales..... | 171 |
| Sources principales | 177 |
| 7. INTERFACE ENVIRONNEMENT – SOCIAL | 179 |
| Recommandations..... | 180 |
| Conclusions | 180 |
| 1. Santé et environnement | 181 |
| 1.1 Pollution de l'air ambiant | 183 |
| 1.2 Qualité de l'eau de boisson..... | 189 |
| 2. Démocratie environnementale..... | 190 |
| 2.1 Accès à l'information | 190 |
| 2.2 Participation au processus de décision | 192 |
| 2.3 Justice environnementale..... | 192 |
| 2.4 ONG environnementales | 194 |
| 3. Éducation et sensibilisation à l'environnement..... | 195 |
| 3.1 Classes de forêt..... | 196 |
| 4. Environnement et emploi | 196 |
| Sources principales | 198 |

Partie III

ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

| | |
|---|------------|
| 8. COOPÉRATION INTERNATIONALE | 203 |
| Recommandations..... | 204 |
| Conclusions | 204 |
| 1. Principaux objectifs..... | 205 |
| 1.1 Adhésion à l'UE | 206 |
| 2. Changement climatique..... | 206 |
| 2.1 Engagements pris et évolutions | 206 |
| 2.2 Intégration des politiques | 210 |
| 2.3 Mise en œuvre des mécanismes de flexibilité | 212 |
| 2.4 Défis à venir..... | 212 |
| 3. Problèmes transfrontières..... | 213 |
| 3.1 Pollution atmosphérique transfrontière | 213 |
| 3.2 Cours d'eau transfrontières..... | 215 |
| 3.3 Coopération bilatérale et régionale..... | 216 |
| 4. Échanges et environnement..... | 217 |

| | | |
|-----|---|-----|
| 4.1 | Substances appauvrissant la couche d'ozone | 219 |
| 4.2 | Déchets dangereux..... | 220 |
| 4.3 | Espèces menacées de disparition..... | 220 |
| 5. | Aide publique au développement et environnement | 221 |
| 5.1 | La Hongrie pays donneur | 221 |
| 5.2 | La Hongrie pays bénéficiaire..... | 223 |
| | Sources principales | 225 |

RÉFÉRENCES

| | | |
|-------|---|-----|
| I.A. | Données sur l'environnement..... | 228 |
| I.B. | Données économiques..... | 230 |
| I.C. | Données sociales | 232 |
| II.A. | Liste d'accords multilatéraux (mondiaux) | 234 |
| II.B. | Liste d'accords multilatéraux (régionaux) | 240 |
| III. | Abréviations | 244 |
| IV. | Contexte physique | 246 |
| V. | Sites Internet liés à l'environnement | 248 |

LISTE DES FIGURES, TABLEAUX ET ENCADRÉS

Figures

| | |
|---|-----|
| Carte de la Hongrie | 13 |
| 2.1 Émissions atmosphériques | 42 |
| 2.2 Intensité et structure énergétiques | 52 |
| 2.3 Secteur des transports | 57 |
| 3.1 Population raccordée à une station publique d'épuration des eaux usées..... | 75 |
| 3.2 Utilisation de l'eau douce | 79 |
| 4.1 Zones protégées | 96 |
| 4.2 Intensité d'utilisation des ressources forestières | 101 |
| 5.1 Structure et tendances économiques..... | 119 |
| 5.2 Prix et taxes des carburants routiers | 125 |
| 5.3 Structure administrative de la protection environnementale | 138 |
| 6.1 Tendances dans l'agriculture..... | 159 |
| 6.2 Intrants agricoles | 160 |
| 6.3 Densité du cheptel | 160 |
| 7.1 Indicateurs sociaux | 188 |

Tableaux

| | |
|--|----|
| 2.1 Émissions atmosphériques | 44 |
| 2.2 Émissions atmosphériques des transports | 62 |
| 3.1 Agglomérations éligibles au Programme d'amélioration de la qualité de l'eau potable | 70 |
| 3.2 Qualité des eaux de surface | 73 |
| 3.3 Qualité de l'eau des deux grands cours d'eau | 74 |
| 3.4 Prix des services de distribution d'eau et de traitement des eaux usées pour les ménages | 78 |
| 3.5 Répartition des recettes des services de distribution d'eau et de traitement des eaux usées | 78 |
| 3.6 Dépenses de protection contre les inondations..... | 84 |
| 4.1 Évolution de l'utilisation des terres..... | 91 |
| 4.2 État de la flore et de la faune..... | 92 |
| 4.3 Évolution du nombre d'espèces protégées | 92 |

| | | |
|------|--|-----|
| 4.4 | Évolution des zones protégées | 95 |
| 4.5 | Utilisation des terres dans les zones protégées..... | 95 |
| 4.6 | Surfaces boisées | 100 |
| 5.1 | Tendances économiques et pressions sur l'environnement..... | 120 |
| 5.2 | Recettes tirées des taxes liées à l'environnement..... | 124 |
| 5.3 | Taxes liées à l'environnement..... | 126 |
| 5.4 | Prix de l'énergie dans certains pays de l'OCDE | 130 |
| 5.5 | Dépenses de lutte contre la pollution par secteur..... | 131 |
| 5.6 | Finalités, objectifs et réalisations intermédiaires du PNE-II | 134 |
| 5.7 | Principaux textes législatifs et réglementaires dans le domaine de l'environnement | 140 |
| 5.8 | Études d'impact sur l'environnement..... | 143 |
| 5.9 | Recettes au titre des amendes..... | 146 |
| 5.10 | Redevances sur produit | 149 |
| 6.1 | Programmes agricoles et de développement rural..... | 168 |
| 6.2 | Plan national de développement rural | 169 |
| 6.3 | Transferts budgétaires effectifs aux agriculteurs hongrois..... | 172 |
| 7.1 | Objectifs du PNE II liés à la santé..... | 184 |
| 7.2 | Deuxième programme national d'action santé-environnement..... | 186 |
| 7.3 | Nombre de personnes exerçant une activité liée à l'environnement | 196 |
| 8.1 | Émissions de GES | 209 |
| 8.2 | Émissions de GES par secteur..... | 209 |
| 8.3 | Résultats obtenus au regard des objectifs internationaux de réduction des émissions atmosphériques..... | 214 |
| 8.4 | Liste des projets FEM en Hongrie..... | 222 |
| 8.5 | Flux d'investissements directs..... | 223 |

Encadrés

| | | |
|-----|--|-----|
| 2.1 | Pollution liée aux transports à Budapest | 47 |
| 2.2 | Regard sur le secteur de l'énergie | 51 |
| 2.3 | Le secteur des transports : situation et tendances..... | 58 |
| 3.1 | Eau potable..... | 69 |
| 4.1 | Moson : les mesures de protection de la grande outarde profitent aussi à d'autres espèces | 93 |
| 4.2 | Programme de travaux d'intérêt public dans les directions des parcs nationaux | 98 |
| 5.1 | Principaux documents en matière de développement national : stratégies, plans et programmes | 118 |

| | | |
|-----|--|-----|
| 5.2 | Processus de planification et de programmation nationale dans le domaine de l'environnement..... | 136 |
| 6.1 | Air, énergie, gaz à effet de serre et agriculture | 164 |
| 7.1 | Répercussions du changement climatique sur la santé..... | 182 |
| 7.2 | Réseau national de « points verts » | 191 |
| 7.3 | L'ombudsman pour les générations futures | 193 |
| 8.1 | Projets environnementaux financés avec le soutien de l'UE | 207 |
| 8.2 | L'accident de Baia Mare et les initiatives hongroises..... | 218 |

Symboles

Les symboles suivants sont utilisés dans les figures et les tableaux :

.. : non disponible

– : nul ou négligeable

. : point décimal

* : tous les pays ne sont pas inclus dans les totaux.

Groupements de pays

OCDE Europe : Tous les pays européens de l'OCDE, c'est-à-dire les pays de l'Union européenne plus la Hongrie, l'Islande, la Norvège, la Pologne, la Suisse, la République tchèque et la Turquie.

OCDE : Les pays de l'OCDE Europe plus l'Australie, le Canada, la Corée, les États-Unis, le Japon, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Les regroupements de pays peuvent comprendre des estimations du Secrétariat.

Unité monétaire

Unité monétaire : forint (HUF)

En 2007, 183.75 HUF = 1 USD.

En 2007, 251.32 HUF = 1 EUR.

Informations chiffrées

Les informations chiffrées présentées dans ce rapport correspondent à des informations disponibles au 30 avril 2008.

LISTE DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE D'EXAMEN

| | |
|-------------------------|---|
| M. Jesús García Latorre | Expert du pays examinateur : Autriche |
| Mme Klára Quasnitzová | Expert du pays examinateur : République tchèque |
| Mme Ivana Capozza | Expert du pays examinateur : Italie |
| M. Christian Avérous | Secrétariat de l'OCDE |
| M. Gérard Bonnis | Secrétariat de l'OCDE |
| M. Tsuyoshi Kawakami | Secrétariat de l'OCDE |
| Mme Nadine Gouzée | Secrétariat de l'OCDE (consultant) |
| M. Michel Potier | Secrétariat de l'OCDE (consultant) |

Carte de la Hongrie



Source : OCDE.



Extrait de :
**OECD Environmental Performance Reviews:
Hungary 2008**

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264049284-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2008), « Interface environnement - Économie », dans *OECD Environmental Performance Reviews: Hungary 2008*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264049307-7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.